

rouge

50 ANS
DE SURREALISME

hebdomadaire d'action communiste

**AVEC LES POSTIERS
POUR NOS REVENDICATIONS
CONTRE LE GOUVERNEMENT!**



**TOUS EN
GREVE
LE 19!**

Ceux de Draguignan
inculpés...

**LIBEREZ PELLETIER
FOURNEL ET
LEURS CAMARADES!**





FOURNEL CONDAMNE A UN AN ! PELLETIER, RAVET ET TAURUS INCULPES ! A LA RIPOSTE ! SOLIDARITE AVEC LES SOLDATS EN LUTTE !

Vendredi 8 novembre, Robert Pelletier a été arrêté en gare d'Austerlitz. Il arrivait à Paris pour sa première permission après avoir purgé 60 jours d'arrêts de rigueur pour sa participation à la manifestation de Draguignan. Aussitôt transféré à la prison des Baumettes de Marseille, il a été inculpé avec Serge Ravet et le soldat antillais Taurus d'incitation à manifestation. Ils passeront prochainement en T.P.F.A.

La manœuvre du pouvoir est claire. Il s'agit, après avoir donné l'impression « d'encasser » sans grande réaction le coup de Draguignan, d'essayer de prendre le mouvement ouvrier, les anti-militaristes et les soldats combattifs au dépourvu en faisant un exemple sévère sur quelques prétendus meneurs.

Le mauvais coup s'inscrit dans la logique d'une accentuation de la répression sensible au sein des casernes. Après Frileuse, c'est au 8^e Dragon de Morhange, au camp de la Braconne d'Angoulême que des appelés sont réprimés pour avoir signé l'Appel des cent et manifesté leur solidarité avec les travailleurs en lutte.

A Marseille, le 13 novembre, le TPFA a condamné Jean Fournel à un an de prison dont six mois avec sursis. A cette occasion, on a pu assister à une parodie de justice qui vit le commissaire du gouvernement affirmer péremptoirement, devant une salle bourrée de flics, que l'armée est « au service du gouvernement » et falsifier allégrement

l'appel des cent.

Cette condamnation scandaleuse et l'inculpation des soldats de Draguignan ont suscité l'indignation du mouvement ouvrier et une riposte vigoureuse des anti-militaristes. A Marseille, la veille du procès de Fournel, 500 manifestants sont descendus dans la rue à l'appel du CAM et du CDA. A Paris, le 11 novembre au soir, plusieurs centaines de militants, à l'appel des organisations anti-militaristes CDA, CAM, IDS se sont adressés pendant une demi-heure aux permissionnaires. Sous les huées des bidasses, une compagnie de CRS est intervenue contre les diffuseurs de tracts et les soldats avec la dernière brutalité, blessant plus d'une vingtaine d'entre eux.

A la suite de quoi, un manifestant a été inculpé de « coups à agent » ! Parmi les diffuseurs blessés, plusieurs sont décidés à porter plainte contre les flics pour coups et blessures.

Pelletier à la manifestation de Draguignan, le 11 septembre...

De nombreuses sections syndicales ont pris immédiatement position contre cette nouvelle escalade de la répression.

Le pouvoir et la hiérarchie militaire ont fait un mauvais calcul. La riposte de masse à la condamnation de Fournel et à l'inculpation de Pelletier et ses camarades leur feront regretter d'avoir nivelé le terrain pour une mise en accusation plus vigoureuse encore de l'arbitraire militaire, pour une dénonciation sans précédent de la « justice » militaire. Déjà, de nombreuses personnalités se rassemblent en vue de former un comité national de soutien aux inculpés de Draguignan.

Partout, organisons la riposte à l'accentuation de la répression ! Intensifions le soutien aux justes revendications des appelés !

Libérez Fournel, Pelletier et leurs camarades !

A bas la justice militaire !

COMMUNIQUE

La justice militaire a frappé : le chasseur Jean Fournel, signataire de l'appel des cent, inculpé pour être sorti des rangs et avoir pris la parole devant ses camarades est condamné par le Tribunal permanent des forces armées de Marseille à un an de prison dont 6 mois avec sursis.

Les organisations sous-signées protestent vigoureusement contre ce verdict inique qui montre bien, après les mini-réformes de Soufflet et les multiples sanctions dont furent frappés des soldats, la volonté de reprise en main du contingent de la part du pouvoir. Cette condamnation n'est pas un fait isolé :

D'autres soldats, notamment Pelletier, Ravet et Taurus qui manifestèrent dans les rues de Draguignan, sont inculpés et passeront prochainement devant le même tribunal militaire de Marseille où ils risquent d'aussi lourdes peines. Cela doit être l'occasion pour toutes les organisations ouvrières, démocratiques et anti-militaristes de développer la campagne la plus large possible pour manifester leur solidarité avec ces soldats et imposer leur libération et pour dénoncer vigoureusement cette parodie de justice que constituent les tribunaux militaires. Les organisations sous-signées déploieront pour leur part tous leurs efforts en ce sens.

**FCR CDA OCR CAM IDS AMR
PSU CSOC MDPL**

11 NOVEMBRE SUCCES DES 6 HEURES SUR L'ARMEE A LA ROCHELLE

Tout avait pourtant été fait du côté des autorités pour empêcher cette manifestation :

— pression de la hiérarchie militaire pour que la salle soit retirée

— appelés en uniforme envoyés de nuit avec un petit chef pour décoller les affiches, précipitamment remplacés par des engagés en civil

— interdiction expresse du Préfet de tenir le sketch de rue : cars de flics, gendarmerie etc.

A cette occasion plus de 50 personnes ont appuyé les militants du comité défendant la liberté d'expression

Au défilé militaire du 11 au matin, déploiement sans précédent de flics de tous poils.

250 personnes ont assisté à ces 6 heures appelées par le comité de soutien local aux soldats emprisonnés. A la participation aux débats de ces 6 heures avaient appelé : le CDA, l'AJS, l'UNEF (Soufflot), le FCR, le SGEN-CFDT et les amis de l'Ecole Emancipée. Ces 6 heures comportaient outre une exposition, deux films (Fort Aiton, Avoir 20 ans dans les Aurès), des chanteurs locaux et surtout la présence de l'un des premiers signataires de l'appel des cent dont

les interventions ont suscité un débat riche et prometteur quant au renforcement de la solidarité des civils avec les appelés en lutte.

Correspondant

CET E. VAILLANT COMMUNIQUE DE PRESSE

Les sections syndicales SNES, SGEN-CFDT et CGT du Lycée technique et CET E. Vaillant de Gennevilliers, venant d'apprendre l'arrestation par la Sécurité militaire de Robert PELLETIER, membre du personnel du lycée et militants syndicaliste de Gennevilliers, alors qu'il était en permission, s'élèvent avec la plus grande énergie contre cette mesure scandaleuse. Elles ont déjà pris position en faveur des soldats de Draguignan, affirmant la légitimité de leurs revendications et des moyens employés pour les défendre. Elles ne sauraient tolérer, aujourd'hui, qu'un ou plusieurs de ces soldats soient sanctionnés. Elles appellent le personnel de la Cité scolaire, les travailleurs de Gennevilliers et leurs fédérations et confédérations respectives à se mobiliser largement afin de s'opposer, le cas échéant, au passage de R. Pelletier et de ses camarades devant un tribunal militaire.

Le mardi
12 novembre 1974



Des luttes massives se sont développées récemment dans l'armée suédoise. Le 23 octobre, un millier de soldats stationnant à Umeå se sont réunis dans la caserne pour protester contre leurs conditions d'existence. Quelques jours plus tard, 850 soldats manifestèrent pour protester dans les rues de Karlskrona et le 30 octobre, des manifs de soldats eurent lieu dans 2 autres villes. Les soldats revendiquent une solde plus élevée, une prime de 1000 couronnes et la garantie de trouver un emploi à la sortie du service. L'autorité militaire a réagi en s'efforçant de confisquer tous les exemplaires d'un journal « SOLDAT ROUGE » qui soutient les revendications des appelés. Cette répression n'est parvenue qu'à donner un coup de fouet à la combativité des appelés et actuellement la lutte s'amplifie.

REPRESSION A ANGOULEME

Après l'Appel des cent, après la manifestation de Draguignan, la hiérarchie militaire réprime à nouveau des soldats qui ne se soumettent pas à l'embrigadement et qui luttent pour l'exercice des droits démocratiques au sein des casernes.

A Angoulême, au camp de la Braconne (GT 515), fin septembre, des soldats apportent leur soutien aux ouvriers de l'usine « La Prairie » en grève avec occupation depuis un mois. Ils organisent une collecte et envoient un message de solidarité lu en AG des travailleurs par les organisations syndicales. Ce message publié dans « La Charente libre » déclare notamment : « Cette lutte contre les licenciements concerne tous ceux qui viendront grossir les rangs du millions de chômeurs que l'on nous promet pour notre pays. A ce titre, un groupe d'appelés ne peut que se sentir directement concerné par votre combat, sa place est à vos côtés, n'en déplaise à ceux qui rêveraient d'une armée briseuse de grève où le contingent remplacerait les travailleurs en lutte ».

La Sécurité militaire a arrêté notre camarade Robert Chiche, membre du SNES à Poitiers et faisant actuellement son service à la Braconne. Elle l'accuse d'avoir participé à l'initiative de solidarité avec les grévistes de la « La Prairie ». Notre camarade a été « puni » d'un mois d'arrêts de rigueur.

Les signataires :
protestent contre cette arrestation et exigent la levée des sanctions contre R. Chiche (et éventuellement d'autres soldats).
s'affirment solidaires des soldats qui luttent pour exercer les plus élémentaires libertés démocratiques au sein des casernes et qui continuent à se comporter en militants syndicaux sous l'uniforme.

s'associeront à toute initiative unitaire des organisations du mouvement ouvrier pour soutenir Robert Chiche et ses camarades. Section CGT-CFDT-FEN de Niort

PTT POUR L'ARRET DES POURSUITES !

Monsieur,

L'assemblée générale des militants CFDT-PTT 92, réunie le 8.11.74 ayant été informée de la comparution du chasseur FOURNEL du BCA de Nice devant le tribunal permanent de Paris :

— Dénonce la répression à l'égard des soldats en lutte pour leurs droits élémentaires.

— Demande la libération du chasseur FOURNEL.

CFDT PTT 92

L'assemblée générale des postiers de Paris-Clignancourt s'élève vivement contre les mesures prises par la justice militaire, visant à sanctionner des soldats qui défendent leurs droits démocratiques au sein de l'armée,

et se déclare solidaire du soldat Fournel accusé d'avoir signé « l'Appel des cent » et d'avoir soutenu un camarade signataire.

A l'assemblée générale du personnel exige l'arrêt des poursuites contre Fournel.

Motion votée à l'unanimité par l'AG le mardi 12 nov., sur proposition de la commission « Armée », acceptée par l'intersyndicale.

FACE A LA CRISE

La situation est pour le moins confuse, d'une branche à l'autre, d'une région à l'autre, d'un jour à l'autre, d'une consigne syndicale à l'autre. Mais par delà ces variations on assiste d'une part à une montée des luttes tentant d'opposer une première riposte nationale à la crise et d'autre part à une érosion rapide du gouvernement mal élu de Giscard.

OUI LA GREVE EST POLITIQUE !

Non pas parce que, comme voudrait le faire croire le gouvernement les grèves ne seraient que le résultat de manœuvres du PCF et des directions syndicales. Mais parce que les travailleurs s'opposent à la politique du gouvernement, parce qu'à travers leurs luttes ils opposent leurs solutions à la crise capitaliste. Aujourd'hui ces réponses sont encore éparpillées, fragmentaires, mais elles peuvent être groupées dans un plan d'action autour des axes suivants :

- les 1700 mini et les 200 Frs mensuels pour tous revendiqués par les PTT et la Fonction Publique.

- l'échelle mobile sur l'indice des organisations syndicales appliquée mensuellement, revendiquée par les cheminots de Dreux.

- le refus des licenciements, l'embauche du personnel correspondant à l'accroissement des tâches du secteur public et nationalisé. La titularisation des auxiliaires.

- Face au développement du chômage et compte tenu de l'accroissement de la productivité : les 35 heures sans diminution de salaire.

- Contre la division français-immigrés : mêmes droits pour tous.

- Face au plan de licenciements, face aux spéculations en tous genres, ouverture des dossiers patronaux, levée du secret commercial et bancaire, contrôle des commandes, des investissements et des stocks.

- Face aux multiplications des fermetures d'usines, nationalisation sans indemnité ni rachat des grandes entreprises, seule façon d'assurer le plein emploi.

- Enfin face aux tentatives du pouvoir d'utiliser la grève dans la Fonction Publique : soutien aux soldats, soutien à ceux de Draguignan emprisonnés, soutien aux revendications de l'« Appel des Cent ».

Aujourd'hui ces revendications sont mises en avant ici et là dans telle ou telle lutte, dans tel ou tel secteur. Elles pourraient devenir un formidable facteur de centralisation des divers combats engagés, contre la politique du gouvernement.

QUE FONT LES DIRECTIONS SYNDICALES ?

Au lieu de préparer réellement la coordination des luttes, puis leur généralisation en s'appuyant sur les secteurs combattifs, en unifiant les plate-formes revendicatives, au lieu de renforcer l'unité syndicale par la mise en place de comités de grève syndiqués-non syndiqués ou d'intersyndicales élargies aux délégués de lutte élus à la base, la direction CGT, qui a seule la papacité nationale de centralisation, souffle à la fois le chaud et le froid : freinant ici, comme à la SNCF, démarrant à fond de train ailleurs, croyant qu'on peut faire manœuvrer la classe ouvrière comme des capitaines un régiment.

Dans ces conditions la grève du 19 peut être soit une réelle journée de généralisation des luttes, si elle s'appuie sur un mouvement de grèves reconductibles sur l'ensemble de la Fonction Publique, mais elle peut aussi être le couronnement de cette première vague de luttes, laissant derrière elle une mobilisation éparse sans nouvelle perspective possible de centralisation, surtout si le gouvernement promet l'ouverture de négociations anticipées sur le contrat salarial de 75 comme le demandent la FEN et FOI, spécialistes de la collaboration de classe.

POUR UN GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIERES !

Le gouvernement menace : la grève des PTT est une atteinte aux institutions. Nous sommes en face d'une machination politique...

Et quelle réponse donne à ces menaces les dirigeants syndicaux, et les dirigeants des partis ouvriers, investis de la confiance de l'immense majorité des travailleurs ?

Les premiers, au lieu d'avancer le plan d'action exigé par la crise, expliquent que la grève est purement revendicative et les revendications diversifiées.

Et les partis politiques ? Le PS, par la voix de son secrétaire général, donne des gages à la bourgeoisie : pas question pour lui de venir au pouvoir sous la pression des luttes ! Le PCF lui, a pour but essentiel de redorer son blason, de ressouder ses rangs, d'apparaître comme le plus à gauche, attaquant sans relâche le PS, affrontant Poniatowsky en débat singulier ; en un mot, il occupe le devant de la scène !

Il est un autre langage que devraient tenir ces partis. S'ils voulaient réellement affronter le pouvoir, ils devraient clairement affirmer que si le gouvernement ne cède pas aux revendications ouvrières, il doit céder la place, et qu'ils sont prêts eux à assumer leurs responsabilités.

Les reculades de Mitterrand et les éclats de voix du PCF n'apparaissent que plus clairement comme l'expression de leur refus d'envisager d'accéder au gouvernement en dehors d'une période électorale paisible propice aux compromissions diverses... Et en attendant ces jours heureux, l'un cherche à damner le pion à l'autre !

Pour une plate-forme d'action unifiante contre le chômage et la vie chère

Pour la préparation du 19 par la reconduction de la grève de la Fonction Publique avec les PTT

Pour un gouvernement des organisations ouvrières

Ne faisons confiance qu'à notre mobilisation, notre unité et notre organisation !

« EN AVANT TOUTES » ?

« Toutes les informations concordent : la situation est devenue explosive et, bien que l'histoire s'écrive rarement deux fois de la même façon, la référence à Mai 68 gagne les esprits » (extrait d'un éditorial de la Vie Ouvrière, intitulé : « En avant toute... »).

La tactique de la direction du PCF et de la CGT dans les luttes actuelles a surpris plus d'un militant syndical. Par delà les contradictions et les flottements de la bureaucratie intermédiaire, il y a pourtant une certaine cohérence dans la ligne suivie jusqu'ici par le bureau confédéral.

ETRE A GAUCHE DE L'UNION DE LA GAUCHE

Depuis quelques temps déjà, dans le Peuple, apparaissent de l'aveu même des dirigeants, les signes de difficultés dans la CGT : perte aux élections professionnelles après des luttes brisées, difficultés à gagner les jeunes, stagnation ou recul dans beaucoup de grandes entreprises. Devant cette situation, la direction préconisait une tactique plus souple : prendre résolument la tête des luttes, les chevaucher au lieu de les heurter de front dès le départ, quitte à appuyer dessus quand la combativité commence à baisser... A deux réserves près : quand les luttes débouchent sur un affrontement direct avec l'Etat comme à l'ORTF, ou sur un débordement de l'extrême-gauche comme dans les banques. Dans ces cas-là, l'appareil met tout en œuvre pour casser le mouvement, mais il essaie de ne plus le faire seul, de mouiller la CFDT dans le sale boulot : tel est le sens de l'accord anti-Lip du 26 juin.

A cela s'ajoutent les difficultés qui sont apparues à l'occasion de son dernier congrès : le renforcement électoral du PS au détriment du PCF ; son recrutement à droite du PCF, mais aussi, au prix d'une démagogie gauche (Les Assises « pour le socialisme » au moment où le PCF tient un congrès pour des réformes), la volonté de capter des militants combattifs de la CFDT. Pour essayer de sortir de cette situation infernale, le PCF n'avait qu'une seule solution : reprendre l'initiative, tout faire pour apparaître comme le parti le plus à gauche de l'Union de la Gauche. Sans modifier sa stratégie sur le fond.

D'où un durcissement verbal très sensible (polémique persistante avec le PS) et un besoin de réaffirmer la CGT et le PCF en tant que tel dans la classe ouvrière. Cela signifiait non seulement chevaucher mais impulser un minimum de mobilisation.

UNE GREVE COMME ON EN VOIT TOUS LES VINGT ANS DANS UNE PROFESSION

200.000 postiers en grève. Cette mobilisation extraordinaire, les dirigeants de la CGT ne pouvaient pas s'en couper surtout dans un tel contexte. Après quelques réticences à l'extension dans les premiers temps, ils ont fini par en prendre eux-mêmes l'initiative. Et leur attitude

parut d'autant plus déterminée à la masse des grévistes que F.O. jouait un rôle évident de faire-valoir.

Mais, engagée sur une plate-forme revendicative élevée (1700F, 200F, augmentation des effectifs), cette lutte qui mettait en cause toute la politique contractuelle, devait se heurter à une résistance farouche du gouvernement. Pas possible de présenter ses maigres concessions comme des victoires : après avoir essayé de le faire, les directions syndicales ont du faire machine arrière devant la combativité des postiers. L'Huma qui, la veille, parlait de « concessions intéressantes » se mit à expliquer qu'on était loin du compte...

Dans cette situation bloquée, si elle ne voulait pas perdre tout le bénéfice de son attitude souple, si elle ne voulait pas essayer une défaite dans bavure, la direction de la CGT était inévitablement confrontée au problème de l'élargissement.

ETENDRE, OUI MAIS COMMENT ?

En fait, c'est dès le début que le problème de l'élargissement s'est posé. Les revendications des postiers sur les salaires et les effectifs étaient communes à toute la Fonction publique. Dès son discours de rentrée du Palais des Sports, Séguin avait signalé le retard important du pouvoir d'achat. Les postiers montraient la voie. Comment mobiliser les travailleurs de la Fonction publique à leur suite ? c'est là toute la question.

A la SNCF, la combativité était très importante. Il était possible d'y impulser un mouvement de la même forme et sur



les mêmes revendications que celles des postiers. Dans le reste de la Fonction publique, la mobilisation était inégale : alors que nombre de militants syndicaux comprenaient bien la situation (« si l'on veut obtenir quelque chose de substantiel, qui dépasse le cadre du contrat, c'est maintenant ou jamais »), les travailleurs se sentaient souvent plus solidaires des postiers que prêts à engager la lutte eux-mêmes. Tout un travail d'explication en profondeur était donc nécessaire depuis le début. C'est de cette façon que pouvait être développé dans l'ensemble de la Fonction publique un rapport de force maximum qui oblige le gouvernement à reculer.

Ce n'est pas la voie qu'ont choisie les directions syndicales.

Chez les cheminots, les directions syndicales ont tout fait pour éviter une grève nationale jusqu'à satisfaction que la combativité existante rendait possible. Elles ont voulu à tout pris empêcher que le conflit ne débouche sur une épreuve de force avec le gouvernement (la France sans



La camionnette transportant les affiches encore fraîches du PFN (nouvel avatar des anciens d'Ordre Nouveau) a croisé le chemin de la manif.

PTT

« BRISER LA RESISTANCE DE L'ETAT-PATRON »

(Frischmann, secrétaire de la Fédé CGT des PTT au meeting de la Bourse à Paris, le 12).

N'en déplaise au gouvernement, la grève des PTT tient et tient bien. Malgré tous ses efforts, la télé, la presse... ne peuvent signaler la reprise massive que ces messieurs espèrent. Les prédictions de Chirac s'effondrent encore plus rapidement que les protocoles de M. Lelong.

Le 12, devant la Bourse et le 13 dans la rue, les postiers ont montré que leur combativité était intacte

« Lelong c'est foutu
les postiers sont dans la rue »

« Chirac c'est raté
Les postiers n'ont pas cédé »

QUE CHERCHE LE GOUVERNEMENT ?

Derrière les fanfaronnades de Chirac, Lelong et consorts, se profile l'inquiétude d'un gouvernement qui, après cinq mois de discours sur le changement voit remettre en cause ses plans d'austérité. Voulant faire un exemple aux PTT sur la fermeté à avoir face aux revendications ouvrières, il cherche à ruser pour ne pas céder. Son projet est d'avoir les postiers à l'usure. Mais pour se permettre cela, il doit jouer sur trois points.

● couper les postiers de la population.

Derrière le Parisien Libéré, l'intoxication s'en donne à cœur joie. « Ils volent des chèquiers » titrait ce journal il y a peu de temps.

Mais plus subtils et ressortant de leur panier les vieux arguments éculés, le pouvoir mène la campagne sur le thème : « C'est un complot contre l'économie de la France, c'est une grève politique ».

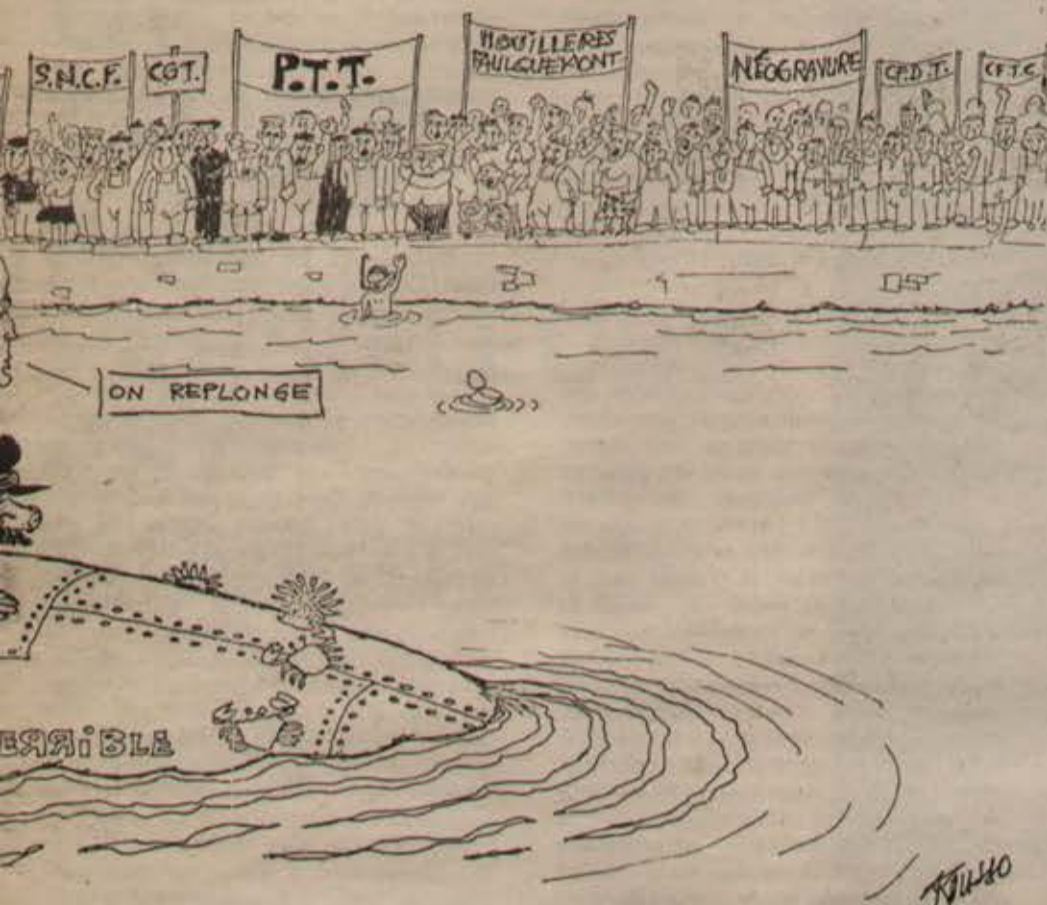
Leur but est clair : rendre la lutte impopulaire.

● Mais pour jouer l'usure et pour essayer de démoraliser les postiers il faut que les entreprises industrielles et commerciales soient le moins gênées possibles par la grève.

Pour cela, le gouvernement met en place des circuits de tri parallèle et à l'appui de toute la bourgeoisie

— des entreprises envoient leur courrier à l'étranger

— Les chambres de Commerce



courrier et sans train, le chantage au chaos de la droite, etc.). Résultat : après avoir poussé au démarrage de la grève dans une série de secteurs, elles n'ont rien centralisé sous prétexte de « laisser la parole à la base » : aucune perspective centrale de mobilisation, aucune plate-forme nationale précise et surtout, pas la même que celle des postiers. Et finalement l'appel à la reprise sans que rien n'ait été obtenu : « Vous savez, là-bas, c'était très chaud ; et pourtant ils ont déjà repris le travail. Alors nous... »

Dans la Fonction publique, pendant quinze jours, rien n'a été fait pour préparer une extension : aucune initiative, aucun travail systématique de sensibilisation. Puis, brusquement, devant le blocage subi aux PTT et le sabotage consciemment planifié de la grève à la SNCF, la direction de la CGT décide de mobiliser en catastrophe. Le virage est spectaculaire : à la base, les responsables syndicaux apprennent qu'ils doivent faire débrayer le personnel par un coup de téléphone. A Grenoble, par exem-

ple, après s'être battus pendant une semaine contre l'idée d'une manifestation de l'ensemble de la Fonction publique défendue par les militants du FCR, ils décident de l'organiser en une journée : les travailleurs apprendront le matin en lisant le journal qu'ils manifestent le soir à 17h 30... C'est toujours avec aussi peu de préparation qu'a été lancé le mot d'ordre de débrayages reductibles pour le 13.

Si, dans l'ensemble, ils ont été suivis et ont donné lieu à des manifestations massives, la grève reductible n'a généralement pas été reconduite.

Dans le privé, les luttes les plus marquantes depuis la rentrée ont été des luttes isolées sur l'emploi (Annonay, France, Titan-Coder). Les luttes salariales ont été encore en nombre limité, le pouvoir d'achat étant en général moins touché que dans la Fonction Publique. Aussi, les appels à l'action de la Vie Ouvrière ont-ils jusqu'ici rencontré des échos limités.

montent un réseau parallèle — le gouvernement utilise le contingent comme briseur de grève...

● Enfin, le gouvernement essaie de jouer sur les maillons les plus faibles, jouant la province contre Paris, les Chèques et Télécom contre le tri, le tri contre les bureaux-gares, la radio et la presse se faisant l'écho de cette campagne.

Pour donner l'impression que cette reprise existe, on fait tourner les voitures postales dans Paris ou on fait faire des tournées doubles ou triples aux rares préposés jaunes des Postaux.

BRISER LA RESISTANCE DE L'ETAT PATRON

Pour contrer cette tactique gouvernementale, il faut y aller plus nombreux et plus forts.

● plus nombreux : l'extension.

Contre l'intransigeance du gouvernement sur nos revendications, il est nécessaire qu'avec les postiers, la Fonction publique et le secteur nationalisé entrent en lutte.

Mais parce que, face aux plans de chômage et de misère du patronat et de l'Etat, tous les travailleurs sont touchés, il faut faire du 19, sur une plate-forme claire et commune, une relance de l'action : grève jusqu'à satisfaction.

Nos revendications spécifiques ne seront pas noyées là-dedans mais au contraire profiteront de la brèche ouverte.

● Plus forts : un plan de renforcement de la grève.

Parce que le gouvernement joue à l'usure nous ne pouvons rester sur son terrain. Mener une bataille de positions nous serait néfaste. Il nous faut un véritable plan de renforcement de la grève.

— face à l'intoxication : augmentons la popularisation de la grève sur

nos quartiers, dans les entreprises,

— face aux tentatives de briser la grève : durcissons les piquets de grève. Ainsi, à Paris 19, le Comité de Grève a renforcé les piquets qui ne laissent sortir que les télégrammes urgents et les sérums,

— face à la volonté du gouvernement d'isoler Paris de la Province et les différents secteurs entre eux : réunion nationale de délégués élus dans toutes les boîtes en grève pour montrer l'unité de la lutte et contrer l'intoxication,

— face aux manœuvres de la fédé FO : réaffirmons à chaque vote nos revendications : contrôle démocratique en AG des négociations sur compte-rendu écrit,

— face à la démobilisation, à l'effilochage que veut le gouvernement, pour avoir les moyens maximum de mener la lutte : occupation des locaux,

— face aux circuits parallèles : comme au Mans controns les initiatives du pouvoir ; affirmons la solidarité postiers-soldats.

Pour accomplir ces tâches, il faut que tous les travailleurs participent aux



Photo ADJA

GRANDES ET PETITES MANOEUVRES

Dans ce contexte, la direction de la CGT a repris l'initiative : et elle s'efforce par tous les moyens de la garder. Elle pratique avec la CFDT une unité d'action bien comprise qui vise délibérément à la faire passer sous la table chaque fois que possible : la lettre de Séguay au gouvernement est le pendant syndical de la réponse de Duclos à Poniatowski. Elle vise à camper le PC et la CGT comme la seule opposition réelle au pouvoir en place. Jusqu'ici, la réussite est totale : la direction de la CFDT suit en trotinant, incapable de peser d'un poids quelconque dans la situation.

Quant à FO et la FEN, leurs dirigeants ont fait un choix très clair : ils sont signataires du contrat et ne veulent pas le remettre en cause. Pas question de participer aux grèves de la Fonction publique du 13 et du 14. Bergeron, membre du PS, vitupère contre les grèves politiques ; Marangé, membre du PS, tend une perche au gouvernement : acceptez d'avancer de quelques semaines les négociations prévues pour 75, promettez-nous de prendre des mesures particulières en faveur des bas salaires, et le 19, nous ne ferons pas grève non plus !

En suivant ce conseil, le gouvernement aurait à la fois la possibilité de montrer qu'il ne ferme pas toutes les portes et qu'un syndicat peut obtenir plus par la demande polie de négociations que par la lutte...

L'ENJEU DE LA GREVE DU 19

La situation actuelle est instable et contradictoire : il y a dans la classe ouvrière une grande combativité, mais elle se manifeste de façon inégale suivant les secteurs : alors que pour une grande partie de la Fonction publique la grève n'a pas été reconduite (ou seulement « reconduite au 19 »), elle s'est poursuivie après le 13 dans

décisions. L'élection de délégués par service, la centralisation en comité de grève permettra cela.

Ces propositions que défendent les postiers du FCR et des groupes Taupé Rouge permettront de répondre un ton au dessus à Lelong et Cie et de mettre en échec les plans du gouvernement.

LA GREVE DES PTT : UNE GREVE POLITIQUE ?

Les postiers sont partis en lutte à cause de revendications non-satisfaites. Ils la continuent parce que satisfaction n'est pas donnée.

Mais tous voient que c'est le gouvernement des patrons qui ne cède pas. Et la question d'un gouvernement qui satisfasse nos revendications se pose.

Il n'y a pas de complot tramé dans l'ombre, il y a, face au gouvernement de la bourgeoisie une offensive de la classe ouvrière sur ses objectifs.

Que ce gouvernement prenne garde, Les postiers ne veulent pas céder !

Le 13 Novembre

les HLM, l'Équipement, les Services de Nettoyement de Paris et certains hôpitaux ; alors que les cheminots ont subi le contre-coup de l'arrêt de la grève, une vague de lutte se dessine en Santé. Sur le plan régional, des villes ont connu le 13 des manifestations assez traditionnelles alors que d'autres, comme les Ardennes ou la région du Havre sont très mobilisées sur les salaires et l'emploi.

La direction de la CGT joue sur une corde raide : elle veut affirmer la CGT, elle veut essayer de ne pas se couper des éléments les plus combattifs aux PTT, elle veut impulser un minimum de mobilisations dans la Fonction publique et dans le secteur privé, mais en juxtaposant les luttes existantes au lieu de les coordonner, de les faire converger sur des revendications unifiantes ; elle veut marquer un rapport de force face au gouvernement et à ses propres partenaires, tout en évitant de l'engager dans une épreuve de force avec l'Etat. Son langage plus dur réussit à regonfler une série de militants ; mais cette ligne produit au sein même de l'appareil intermédiaire une série de contradictions et de tensions explosives : certains ne comprennent plus ; d'autres comprennent de travers et parlent de préparer sans le dire un nouveau Mai 68 pour renverser le gouvernement. De toute façon, il y aura des retombées.

Le 19 novembre n'est pas annoncé comme grève générale mais comme une « journée nationale interprofessionnelle de lutte », avec des arrêts de travail pouvant aller jusqu'à 24 heures. La plate-forme avancée par les Unions régionales CGT et CFDT est des plus vagues. Elle réclame la « défense du pouvoir d'achat » sans dire comment, des « mesures efficaces contre la hausse des prix » sans dire lesquelles, la « réduction de la durée du travail » sans la chiffrer.

Mais quelles que soient les limites et les arrières pensées qu'elle recouvre, cette journée a un enjeu important pour la classe ouvrière. Dans la situation actuelle, qu'elle soit un succès ou un échec n'est pas du tout indifférent pour le développement des luttes à venir :

Avec les postiers
Pour nos revendications
Contre le gouvernement

TOUS EN GREVE LE 19 !

Le 13 novembre
F.L.

Communiqué de l'Ecole Emancipée

Dans le contexte général d'une crise profonde qui secoue le système capitaliste dans son ensemble, marquée par une inflation galopante, une extension rapide du chômage et des réductions d'horaires, le développement et l'extension des luttes dans la Fonction publique sur des revendications unitaires :

200 F mensuels pour tous
1.700 F minimum

Titularisation des auxiliaires, manifestent le refus des travailleurs de faire les frais de la crise face à l'intransigeance du pouvoir incapable de satisfaire les revendications.

Les enseignants et notamment la FEN doivent prendre en charge une telle plate-forme et participer aux luttes de toutes la Fonction publique pour la faire aboutir.

Nous devons lutter pour le développement d'une grève reductible dans la Fonction publique et le secteur nationalisé et au-delà l'extension et la généralisation qui conduira à mettre en cause l'existence même du gouvernement et du système qu'il défend.

L'Ecole émancipée appelle les personnels de l'Éducation nationale à se réunir dans leurs secteurs et établissements les 13 et 14 novembre pour faire de ces journées une préparation de cette grève de la Fonction publique. Les camarades, au cours de ces réunions, organiseront la solidarité politique et financière avec les postiers en débattant de la plate-forme à mettre en avant et des formes d'organisation de la grève reductible.

Le 12 novembre 1974. 17h.



Photo RAUSCH

une combattivité réelle mais...

Les grèves de la semaine dernière ont permis à la combativité des cheminots de s'exprimer. Pourtant dès la fin de la semaine, dans les ateliers, les gares, les dépôts, les triages ont commencé à tirer le bilan. Comment avait été lancée la lutte ? Sur quelles revendications, dans quelles conditions ? Les cheminots ont commencé à répondre : une CGDT totalement absente, une direction CGT refusant d'assumer l'exigence unique de la lutte : les revendications unifiantes, la grève nationale, reconductible, coude à coude avec les postiers, jusqu'à la victoire...

LA BASE, LES FEDERATIONS, LES DIRECTIONS INTERMEDIAIRES

Dès lundi, le secteur ouest (Montparnasse, Le Mans, Trappes, ateliers de Montrouge) annonçait la grève de 48 heures reconductible. L'exemple de la grève des PTT, l'idée de la reconductibilité (comme forme démocratique du mouvement) donnaient aux cheminots les éléments pour démarrer la lutte : à Montparnasse a été avancé un mot d'ordre national impliquant l'extension rapide à tous les centres. Mardi et mercredi, l'extension a été

rapide. Les dirigeants des secteurs (l'équivalent syndical des régions SNCF), les dirigeants des sections syndicales poussaient d'autant plus à la grève que le passif de 71, où les fédérations avaient brisé la lutte, restait présent dans toutes les mémoires : ce sont ces cadres intermédiaires qui, bon gré, mal gré, avaient assumé le cassage. A Lyon, par exemple, ceux qui avaient assumé l'exclusion de Lafontaine, expliquaient qu'on allait faire 48 heures puis harceler le gouvernement pour qu'il cède. Dès mercredi matin, la grève démarrait à Dôle (24H avant le début « officiel »). A Rouen, la direction de

secteur lançait le mot d'ordre de 48 h reconductibles de 24 en 24 h, tandis qu'à Caen, Le Havre, la grève démarrait.

A Dreux, la direction démocratique du mouvement (délégués syndicaux plus 4 délégués élus par service) décidait une irrformation de toutes les petites gares de la ligne, laissées généralement sans information : l'AG des grévistes se prononçait pour le contrôle des négociations futures. Mais lorsque l'AG des grévistes s'adresse aux directions du secteur : lancez le mot d'ordre de grève nationale, celui-ci est refusé.

UN CASSAGE EN SOUPLESSE

La situation a été contradictoire pendant les quatre premiers jours de la grève : d'un côté, une combativité montant rapidement, avec l'acceptation des cheminots d'entrer dans une lutte massive pour la défense des revendications communes avec les postiers et la fonction publique : les 1700 F minimum, les 200 F pour tous et tout de suite, le problème des effectifs et des conditions de travail ; et d'autre part, le refus délibéré des fédés CGT, CFDT et CFTC (soucieuse de se donner un vernis combatif !) d'appeler à la grève nationale sur ces revendications. C'est pourquoi, dans d'autres centres, des syndicats n'ont pas appelé à la grève. A Paris-Lyon contrôleurs par exemple. Dans d'autres centres, les AG ont été animées par les militants critiquant le refus de la généralisation et la revendication inepte du minimum à 1500 F qui ne correspond à rien, car ne concernant que 3000 à 5000 cheminots sur 280.000 ! Et pourquoi pas « comme les postiers ».

Jeudi et vendredi allaient être les jours-clés du cassage en souplesse. Dans les centres partis depuis lundi et mardi, les mêmes dirigeants qui avaient lancé « la grève reconductible » revenaient en expliquant... qu'il fallait arrêter : « il n'y a pas de combativité, dit un responsable de Montparnasse, seulement un certain mécontentement (!) ». Tel autre explique à Lyon que la reconductibilité, c'est... la reprise de la lutte, plus tard : la grève est seulement suspendue !

Des assemblées générales convoquées en un clin d'œil où une minorité de présents vote la continuation et le dirigeant de secteur explique : « on ne peut rien décider, il faut reprendre ». Pire encore, dans un même centre, on reprend par services. Rouen Droite est encore en grève, Sotteville reprend, à Caen on annonce que Rouen a repris (ce qui est faux) mais « justifie » la prise. A Villeneuve, sur exploitation et ateliers, la grève est lancée pour 48 heures vendredi (mais les ateliers ne

travaillent pas le samedi). Centre par centre, à l'intérieur d'une même région, dans un même centre, partout : refus de coordonner, informations contradictoires ou fausses, suspensions bureaucratiques du mouvement, isolement d'un centre continuant la lutte (comme à Rouen-Port ou à Lyon-Sibelin)... Des militants écœurés ont désavoué le syndicat, il ya eu des cartes déchirées.

DEMOCRATIE SYNDICALE ET OUVRIERE ?

Maintenant, les cheminots tirent le bilan. On leur avait présenté cette lutte comme démocratique : la base décide. Aujourd'hui, ils sont convaincus que la démocratie syndicale et l'AG souveraine des grévistes doivent posséder les informations, coordonner la lutte et organiser eux-mêmes la généralisation, ne faire confiance qu'à eux-mêmes. Soit la grève est reconductible, votée comme telle et elle implique l'auto-organisation au plan de l'information des centres, le contrôle des directions de la grève, des négociations, la définition et la discussion de la plate-forme revendicative, l'assemblée générale la transmettant aux négociateurs, etc. Soit cette reconductibilité cache, comme ça a été le cas, le refus de la lutte généralisée : la fraction PCF de la CGT pressant l'explosion à la SNCF, la fusion possible avec la lutte des PTT et la dynamique d'un affrontement politique avec le gouvernement... contradictoire avec l'affirmation de Séguy d'un changement politique par « le jeu démocratique des élections au suffrage universel » (à la télé mardi dernier). Au cassage brutal de 71 a été préféré l'émiettement, la grève-mosaïque. Le courant critique à la SNCF est abondamment renforcé. Nul doute qu'une telle expérience et son bilan restreindra la marge de manœuvre des bureaucrates fédéraux : car le problème des revendications demeure, un mot d'ordre d'en haut de 24 heures aura aujourd'hui peu de chances d'être suivi massivement, ce n'est pas la réponse qu'on attend à la SNCF. Malgré un découragement passager, les cheminots repartiront en lutte, mais en exigeant des garanties, en se dotant de leurs formes démocratiques de lutte.

Y. JAMARD

(Ce type de lutte éclaté permet à la SNCF d'assurer un service minimum : pour mettre en place un effectif de service, elle a lancé de véritables « réquisitions » sur Paris St Lazare et Trappes auprès d'agents de conduite non grévistes, sans que cela entraîne la moindre riposte des directions syndicales.

Dassault nationalisé ? « Pourquoi pas ? » (Marcel Dassault) MEME SOUS CONTROLE OUVRIER ?

« L'affaire Stehlin » vient de soulever le plus incroyable lavage de linge sale entre marchands de canons français et américains.

Général et député, Stehlin a mis son influence au service de ses patrons de la Hugues Aircraft Corporation, qui sous-traite une partie de l'équipement du chasseur américain YF-17, concurrent du Mirage F-1.

Général et député, Bénouville lui répond au nom de l'intérêt patriotique du marchand de canons Dassault qui est lui patron et député !

Mais au travers cette grande bagarre « patriotique », une autre question est soulevée : la nationalisation de Dassault.

LES PROJETS DE NATIONALISATION BOURGEOISE

L'éventualité d'une nationalisation de Dassault est discutée ouvertement dans certains milieux gouvernementaux et patronaux.

Dassault lui-même envisage la chose :

« Pourquoi pas » a-t-il déclaré à des journalistes « si telle est la volonté du peuple français »

Mais si Dassault ne voit pas d'un si mauvais œil la nationalisation, c'est que l'avenir de l'aéronautique n'est pas tout rose pour les patrons : de nombreux programmes connaissent des difficultés, du fait de la concurrence internationale.

Ainsi, grassement indemnisé, Dassault laisserait à l'Etat le risque commercial, tout en réinvestissant ses indemnités dans de juteuses sous-

traitements : les gros profits sont aujourd'hui dans les équipements électroniques (qui constituent une bonne partie des avions), c'est-à-dire dans les entreprises comme Thomson, CSF, Matra, etc. Dassault lui-même (électronique Marcel Dassault).

Tout a été prévu pour faire de la nationalisation une affaire rentable : la Société Dassault n'est pas propriétaire de ses locaux industriels ; la future entreprise nationalisée devra donc louer ces mêmes locaux à prix fort évidemment à diverses sociétés immobilières dont le principal actionnaire se nomme... Marcel Dassault !

En ne nationalisant que le secteur des avions, ce serait donc tout profit pour Dassault.

L'EXEMPLE DE LA SNIAS

Dassault a parfaitement compris la fonction d'une entreprise nationalisée dans le système capitaliste : servir de vache à lait aux entreprises qui l'entourent.

C'est la leçon qu'il a pu tirer de sa

longue coopération avec la SNIAS. Cette entreprise a financé Dassault et continue à le faire par toutes les combines possibles et imaginables :

— La SNIAS devient de plus en plus un sous-traitant de Dassault : par exemple 27 % du Mirage sont fabriqués à la SNIAS, toujours à perte pour la SNIAS bien sûr.

— Par ailleurs, Dassault est le grand bénéficiaire des retombées technologiques du programme Concorde, par ses programmes militaires (Jaguar, Alpha, etc.) réalisés en coopération avec BAC (le constructeur britannique de Concorde) par l'interdépendance technique qui règne entre Dassault et la SNIAS, interdépendance favorisée par l'identité des dirigeants des deux sociétés

Pendant ce temps les travailleurs de la SNIAS sont depuis des années victimes d'un programme de mutations-licenciements dont le but est de faire de l'aéronautique nationalisée une vache à lait rentable pour le secteur privé.

La nationalisation envisagée par la bourgeoisie signifiera pour les travailleurs de Dassault, les mêmes « avantages » que pour ceux de la SNIAS. Pour tous les travailleurs de l'aéronautique, elle signifiera une nouvelle vague de démantèlement-restructuration, avec à la clé de nouvelles attaques contre leur emploi, leurs conditions de travail

EXPROPRIATION DE DASSAULT !

Les travailleurs veulent une nationalisation conforme à leurs intérêts. Cela veut dire :

— Nationalisation sans indemnité, ni rachat :

Ses milliards volés ne représentent que la sueur des travailleurs et le sang des peuples réprimés par les armes « made in France »

Il n'est pas question d'indemniser ce requin.

Au contraire, il faut lui interdire définitivement toutes possibilités de jouer les sangsues d'une entreprise nationalisée isolée dans une mer capitaliste.

— Nationalisation sous contrôle ouvrier : les travailleurs veulent la garantie que la nationalisation signifiera une amélioration concrète de leur sort... Pour cela, ils doivent avoir un droit de contrôle par l'intermédiaire de délégués élus sur tout ce qui entraîne des conséquences pour leur emploi, leurs postes, leurs salaires, leurs conditions de travail.

La constitution d'une entreprise unique de l'aéronautique sous contrôle ouvrier permettra la répartition du temps de travail entre toutes les mains et la répartition du temps de travail entre toutes les mains et la réduction massive des horaires : la semaine de 35 H est aujourd'hui une nécessité pour supprimer les licenciements, parce que les travailleurs avaient déjà obtenu les 40 H en 1936, parce qu'aujourd'hui ils réclament le temps de vivre !

A ces conditions la nationalisation de Dassault sera un mot d'ordre mobilisateur pour tous les travailleurs.

Expropriation totale de Dassault, sans indemnités ni rachat !

Une seule entreprise de l'aéronautique sous contrôle ouvrier !

Pas un seul licenciement !
Répartition du temps de travail entre toutes les mains : la semaine de 35 heures !

APRES LA GREVE DU 13 NOVEMBRE...

Le 13 novembre, la FFTL (CGT) appelait à une grève de 24 heures dans le Livre presse et labeur. La grève a été massivement suivie et 10.000 travailleurs parisiens participaient à la manifestation de l'Opéra à la République. Cette grève correspondait à une attente des travailleurs du Livre. Depuis quinze jours que la Néogravure se bat, ils sentaient que cette bataille était décisive et qu'ils étaient eux aussi directement concernés par l'offensive des patrons et du gouvernement. Les mots d'ordre le plus souvent repris: « Garantie de l'emploi », « On ira jusqu'au bout », « La Néogravure tiendra le coup », « Giscard t'es foutu, toute la

vient de paraître



Convocation

Les camarades du courant concernés par l'intervention « TRAVAIL SOCIAL » et notamment la lutte des travailleurs sociaux en formation sont cordialement invités à une Conférence nationale le 30 nov. et 1er décembre. Rendez-vous samedi 30 novembre à 13 H au local de « Rouge ».

presse est dans la rue »; montraient la détermination et la combativité des ouvriers du Livre, même si, dans les entreprises — comme à Créteil — la mobilisation faite par les délégués syndicaux avait été faible pour la manifestation. Ainsi, dans le labeur, il y a eu très peu d'assemblées générales préparatoires. Chez Lang, malgré la demande des travailleurs d'un service, les délégués ont refusé cette AG. Alors que les travailleurs attendaient que cette grève et cette manifestation soient un point important dans l'amélioration du rapport de forces autour de la néo, le moins qu'on puisse dire c'est que les perspectives avancées par les dirigeants de la FFTL à l'issue de la manif ont été quasiment nulles.

Ainsi, Bureau, secrétaire du Comité intersyndical du Livre parisien (FFTL) a expliqué en substance: « Le gouvernement brade les moyens d'expression: s'il ne cède pas, il portera la responsabilité de la poursuite de la lutte avec les conséquences: non-reparation des grands hebdomadaires. S'il ne cède pas, nous faisons entière confiance aux camarades dans les entreprises pour la riposte... » Voilà une perspective claire !!!

ET MAINTENANT ?

Les travailleurs de la Néo occupent leurs entreprises depuis quinze jours et bloquent la sortie des périodiques. C'est là une arme redoutable qu'ils ont entre leurs mains. Avec cette arme, ils peuvent faire très mal aux propriétaires de périodiques comme Prouvost (Paris-Match, Télé 7 jours, ELLE) qui sont directement frappés à la caisse. Ceux-ci ne pourront supporter longtemps le blocage de leur presse. Quinze jours d'occupation couronnés par une grève générale des travailleurs du Livre, ont sanctionné un rapport de force face aux patrons et au pouvoir. Il n'est pas encore suffisant pour les faire céder. C'est pourquoi il faut continuer à utiliser cette arme en durcissant le mouvement, en organisant démocratiquement la conduite de la grève.



C. RAUSCH

Pour que le blocage des périodiques soit total, il faut faire en sorte qu'ils ne puissent paraître dans d'autres imprimeries. Ainsi cette semaine Paris-Poche a pu paraître à l'imprimerie Didier, près de Meaux où il y a très peu de syndiqués. Plus grave, il a été composé, avec le label syndical, dans une entreprise de presse, la SIRLO. De même, Télémagazine est sorti chez Offprint. Alertés, les travailleurs des NMPP ont immédiatement bloqué tous les exemplaires. Une partie a été diffusée par une entreprise de transports privés. A Lang, les travailleurs ont bloqué un nouveau canard, Télé-France, destiné à remplacer Télé 7 jours. C'est cet exemple qu'il faut suivre.

Le 13 novembre a donné le coup d'envoi à la solidarité de l'ensemble du Livre. Un avertissement a été donné aux patrons.

Aujourd'hui, la solidarité doit continuer et se renforcer autour de la Néo. Pour obtenir le rapport de force nécessaire pour faire céder les patrons, il faut poser dès aujourd'hui la question de l'extension de la lutte aux côtés de la Néo. Ainsi, toutes les entreprises menacées de chômage technique parce qu'elles sous-traitaient avec la Néo doivent dès maintenant envisager la riposte. C'est ce qu'a déjà fait Victor Michel où les travailleurs ont refusé le chômage technique et les vacances d'hiver que proposait le patron. C'est la voie dans laquelle il faut s'engager dès maintenant.

Le 13.

Travailleurs, étudiants du Livre : MEME COMBAT !

♦ Vu la dégradation journalière de la situation de la presse et de l'imprimerie.
♦ Vu la situation plus particulière de Néogravure, (liquidation volontaire des entreprises parisiennes du groupe).

♦ Vu la réaction des travailleurs ayant massivement voté la grève sur les mots d'ordre suivants: « aucun licenciement, maintien des avantages acquis et de l'emploi sur place, au besoin réduction de la durée du travail et répartition de celui-ci entre tous ».

Si le combat de Néogravure se solde par un échec, ce sera toute l'imprimerie que le patronat voudra atteindre, plus il licenciera et mettra au chômage, moins nous, futurs travailleurs du Livre auront de débouchés.

En conséquence, l'Ecole supérieure Estienne des Arts et Industries graphiques se solidarise avec le combat des travailleurs de l'imprimerie, en prenant part à la journée d'action organisée par la FFTL en faisant grève le mercredi 13 novembre 74 et en participant à la manifestation de l'après midi derrière sa banderole.

Aucun licenciement !
Non au démantèlement de l'imprimerie !
Travailleurs et étudiants du Livre, même combat !
Solidarité avec Néogravure !
L'A.G. des élèves de l'Ecole Estienne.

Points chauds

idéal standard : comment continuer ?

Mercredi 30 octobre à l'appel de l'intersyndicale, 2000 travailleurs d'Idéal-Standard (sur 5800 que compte le trust) venant de Dammarie, Aulnay, Pôl, Argenteuil, Blanc-Mesnil et du siège social, ont démontré à Partesom, nouveau PDG qu'ils n'étaient pas prêts à accepter sans réagir les 1500 licenciements prévus. Ils étaient venus d'Aulnay, Dôl, Argenteuil, Blanc-Mesnil et du Siège social. En manifestant devant les bureaux du CNPF, ils faisaient la démonstration qu'ils refusaient également le chômage partiel prévu pour novembre (c.f. Rouge N° 272).

Partesom fut conquis aux cris de « Partesom, seul la liste »
« Non, non, non aux licenciements ».

Le PDG n'accepta qu'un nouveau CCF pour le 7 novembre. La direction montre nettement qu'elle ne désire que garder du temps afin de démobiliser les travailleurs.

Alors la question qui se pose aujourd'hui est « comment faire reculer la direction générale ? Comment éviter les licenciements ».

Les organisations syndicales d'Aulnay ont avancé l'idée de l'occupation. Cette proposition fut mise en minorité après une assemblée confuse.

A Dammarie (près de Melun) ce sont les militants d'Idéal Rouge qui ont avancé l'occupation sur l'ensemble du trust ainsi que la

généralisation sur Dammarie, car c'est toute une série d'entreprises qui sont aujourd'hui menacées sur la région de Melun (Prodiloc, 400 licenciements, Leroy, réduction d'horaires).

Face à cela, les directions syndicales n'ont proposé le vendredi 8, qu'une manifestation de la Fonction publique. Cette jonction s'est faite à froid et malgré le nombre important de travailleurs une certaine démobilisation se fait sentir sur l'entreprise.

Aujourd'hui, le combat continue

Pour l'occupation de l'ensemble du trust
Pour la généralisation sur la région

Correspondant
Idéal-Standard
Le 12.11.74

ministère de l'agriculture : les CRS contre les grévistes.

A l'appel de la CFDT et de la CGT, les agents du Ministère de l'Agriculture étaient en grève les 12 et 13 novembre. Le 13 novembre, après une assemblée du personnel qui décidait de demander immédiatement une entrevue au ministre, une forte délégation se rendait devant l'hôtel du ministre à l'intérieur des bâtiments administratifs. Après cinq minutes de palabres, la vraie réponse tombe: deux cars de CRS casqués, armés, pénètrent dans les bâtiments et évacuent manu militari la délégation. On n'osait espérer une réponse aussi ferme et aussi rapide !



AOLVA

Paris : grève reconductible des travailleurs du nettoyage

Les travailleurs du nettoyage de la Ville de Paris, réunis ce mercredi 13 en A.G., ont voté à l'unanimité pour le principe d'une grève de 24 heures reconductible chaque jour en A.G.

Leurs revendications:
— la prime du matin
— l'application effective des avantages acquis en 1972 (horaires...) après la longue grève que l'armée tenta de briser.

Il faut dès maintenant organiser la solidarité concrète autour de cette grève. Cette grève est du même ordre qu'une grève de la SNCF ou de la RATP (non-ramassage des ordures) et le pouvoir ne pourra pas longtemps la tolérer dans la période actuelle.

Manuest dans les Vosges : un meuble nommé « sauvegarde »

630 salariés, dont la moitié d'immigrés, à 95 % syndiqués à la CFDT, la petite fabrique de meubles de cuisine de Chatenois dans les Vosges connaît depuis juillet dernier les mêmes tourments que des centaines d'autres petites entreprises déclarées non rentables et en faillite. Mais les travailleurs qui, déjà en 71, avaient mené une grève dure, ne s'en laissent pas compter. Et, comme à Lip en 73, comme à Faulquemont en 71, ils fouillent les bureaux directeurs et les découverts sont explosives: c'est le « Watergate sans Nixon... ou avec plusieurs ». Des documents font la preuve que les deux principaux actionnaires se prétaient des sommes importantes à des taux très confortables et que de plus, leur paye était astronomique et s'agrémentait de notes de frais: voitures et compagnie...

Dès la rentrée de septembre, les licenciements se confirment et l'idée de produire vient à l'esprit de tous: l'usine est occupée, les stocks sous bonne garde, la garde fait les 4 X 8 en équipe de 30 personnes chacune, les salariés de la production ont conservé les mêmes horaires que précédemment, un nouveau modèle est

né: « créé et fabriqué par les salariés de Manuest », placé à l'entrée des bureaux, il s'appelle « sauvegarde » et exprime l'espoir des travailleurs d'obliger le patronat à trouver une solution qui n'entraînerait ni licenciement, ni reclassement.

Avignon : la police contre les immigrés

Depuis plusieurs jours, les travailleurs immigrés d'Avignon étaient en lutte. Contre les conditions d'exploitation (3F de l'heure, journées de 12 heures) et l'arbitraire patronal: certains patrons avaient payé leurs salariés avec des chèques sans provision et les travailleurs avaient intenté un recours en instance pour rupture de contrat. Il y a dans le Vaucluse entre 10.000 et 20.000 travailleurs immigrés en situation plus ou moins régulière, surtout dans l'agriculture; personne ne le sait exactement. Plusieurs dizaines se sont donc mis en lutte. Ils étaient hébergés dans un domaine de l'archevêché qui leur avait été prêté. Mardi, une centaine de policiers ont franchi le mur avec un échelle, sans utiliser de mandat de perquisition. Ils ont arrêté des curés et 13 immigrés (7 Tunisiens, 6 Marocains), aussitôt expulsés et renvoyés par avion dans leurs pays d'origine. Le PC, le PS, le PSU, la CFDT, la FEN, le MRAP, le MDPL et l'ASTI ont tenu une conférence de presse de protestation et, le 13 au soir, l'ASTI tient un meeting.

Décidément, le masque libéral du régime s'effondre: pas un domaine où il ne se situe dans le droit-fil des marcelinades.

OU EN EST LA SITUATION ECONOMIQUE EN FRANCE ?

La France est désormais atteinte par la récession généralisée qui touche l'ensemble des pays capitalistes. La croissance sera moins forte que prévue l'année prochaine (3 % au lieu de 4,5 %). L'inflation va se poursuivre au rythme de 15 à 20 % par an (1,3 % en octobre selon l'indice CGT). Le nombre de chômeurs atteindra 800.000 à la fin du mois de décembre.

C'est donc bien à un retournement de conjoncture que nous assistons aujourd'hui. Il nous faut l'analyser et en préciser les données.

REEQUILIBRER LA BALANCE COMMERCIALE

La bourgeoisie française a été particulièrement touchée par l'augmentation des prix du pétrole. Son industrie est en effet extrêmement dépendante de l'énergie pétrolière. Beaucoup plus que les autres pays impérialistes. Cela tient aux pressions qu'ont pu effectuer les compagnies pétrolières dans une économie où le rôle de l'Etat est important. La pratique des rabais pour les livraisons de fuel lourd, le financement aidé du chauffage au fuel ont abouti à une consommation très élevée de pétrole. L'augmentation des prix a fait passer la facture pétrolière de 15 à 57 milliards de francs. Ce qui est absolument insupportable pour l'économie française, dans la situation actuelle.

Certes, la bourgeoisie française affronte la récession après d'intenses réorganisations de son appareil productif. Depuis quinze ans déjà, le processus de fusion et de restructuration a permis de faire accéder à la taille internationale quelques grandes entreprises. Les investissements ont été prioritairement dirigés vers les secteurs exportateurs. Pour l'ensemble des branches, ils ont connu une croissance exceptionnelle durant les années 63-72. Pour prendre un exemple, il faut savoir qu'aujourd'hui la sidérurgie française est l'une des plus modernes du monde. L'appareil productif s'est donc renouvelé. Pas suffisamment pourtant pour faire face au déséquilibre extérieur.

L'objectif de la bourgeoisie française est donc d'accélérer la réorganisation du Capital. En favorisant particulièrement l'ensemble des industries exportatrices pour tenter de rééquilibrer la balance commerciale, c'est la ligne que le patronat s'est fixé lors de ses dernières assises. Mais favoriser le développement des exportations implique en même temps de réduire la consommation intérieure. Et de

s'attaquer en conséquence au pouvoir d'achat des travailleurs. C'est le deuxième volet d'un même projet. Ceyrac l'a expliqué clairement à la fin du mois de septembre : « Il n'est plus toujours possible de garantir le pouvoir d'achat ». L'attitude dure qu'adopte le gouvernement face aux postiers et à la Fonction publique témoigne de cette volonté.

LES OBSTACLES AU PROJET

La bourgeoisie française a donc un projet lucide, mais il suppose que la récession internationale ne sera pas suffisamment grave, que la riposte des travailleurs ne sera pas suffisamment élevée, pour être menée à bien. Il y a quelques mois, il était difficile de prévoir l'évolution de la conjoncture dans les principaux pays (cf. article de Rouge n° 268). Aujourd'hui, il semble que la récession se poursuive durablement aux Etats-Unis (où la production a baissé durant les trois derniers trimestres) et en Allemagne (qui connaît toujours un taux de croissance voisin de 0 %). Ceci aura des conséquences inévitables sur le développement des exportations françaises, dans la mesure où l'Allemagne est le principal client de la France.

C'est ce qui explique que le recyclage des capitaux ne se fera pas seulement en direction du secteur exportateur mais aussi dans d'autres directions. C'est notamment le plan de construction des centrales nucléaires qui devraient fournir 75 % des besoins en électricité, d'ici à 1985 ce plan met en jeu un marché de 8 milliards de francs qui va essentiellement profiter aux grands trusts tels que l'Alsthom, la CGE ou Creusot-Loire.

Ce projet se heurte également aux conséquences directes de la récession mondiale sur l'activité en France. De nombreux secteurs sont touchés, dont l'automobile qui est un secteur décisif pour l'exportation. Ce retournement de conjoncture se manifeste clairement par la montée du chômage. Les demandes d'emploi croissent à un rythme plus rapide qu'auparavant, alors même que les offres d'emploi com-



mentent à baisser. 500.000 chômeurs étaient recensés à la rentrée. Il y en a aujourd'hui 600.000. D'ici la fin du mois de décembre, ils seront 300.000. La lutte contre l'inflation et le resserrement du crédit ont conduit à la faillite nombre de petites et moyennes entreprises non rentables. D'autre part le secteur tertiaire, et tout particulièrement sa branche financière, connaît un processus de restructuration. Ceci affecte le niveau des offres d'emploi dans la mesure où ce secteur a été le principal créateur d'emploi dans la dernière période. Enfin, le patronat réagit au ralentissement de l'activité par des menaces de licenciements, comme à la SNIAS, ou par la mise en chômage technique pour plusieurs jours de dizaines de milliers de travailleurs (20.000 chez Citroën, 21.000 chez Rhône-Poulenc, etc.)...

LE PROJET REFORMISTE

La récession internationale et ses conséquences sur la situation économique en France ne sont pas les seuls obstacles aux projets économiques de la bourgeoisie. Les moyens politiques lui manquent, du fait de la situation de polarisation politique qui existe depuis l'élection présidentielle. Réaliser son projet supposerait une attaque directe contre le niveau de vie des travailleurs, une menace permanente sur l'emploi. Or, la combativité des travailleurs reste intacte. Les postiers tiennent bon face à l'intransigeance du gouvernement, les luttes contre les licenciements se multiplient (Néogravure, etc.). Il faudrait un affrontement direct avec le mouvement ouvrier pour mener à bien ce projet.

Les réformistes opposent un projet alternatif. Ils ne nient plus la gravité de la situation. Ils expliquent à Giscard : « Vous n'avez pas mené la bonne politique ». « Nous avons une solution à proposer ». De quelle solution s'agit-il ? A première vue, il y a discordance de ton entre les perspectives de Rocard et celles des staliniens. Les seconds reprochent au premier de ne pas suffisamment tenir compte du niveau de vie des travailleurs. En réalité, dans les deux cas, il s'agit avant tout de faire passer l'intérêt national avant l'intérêt des travailleurs.

Défendre l'emploi ? Oui, mais dans un cadre « français », pour le prestige de la « France » (cf. les luttes du France et du Concorde). Ce qui revient à accepter la politique actuelle de limitation de l'immigration, du fait, par exemple, des difficultés dans le secteur du bâtiment. Défendre les salaires ? oui, mais sans que cela nuise à l'économie « nationale » a dit Mitterrand lors de ses conférences de presse de septembre. La stratégie des réformistes est claire : faire pression sur le gouvernement en place, l'user progressivement par des mobilisations successives des différents secteurs.

Giscard, paraît-il, fera bientôt un « bilan de la santé économique de la France ». Ce sera le moment de lui poser quelques questions. Et de lui montrer surtout que les travailleurs ne sont pas prêts aux sacrifices pour permettre aux patrons de rehausser leur taux de profit. Pour la garantie de l'emploi, pour l'augmentation du pouvoir d'achat, il n'y a pas d'intérêt national qui entre en ligne de compte.

Il n'y a que l'intérêt des travailleurs.

Séraphin LAMPION
PIERROT

PONIA : FRERE JUMENTAU DE MAC CARTHY

Il n'a pas eu besoin de beaucoup de forces, le prince Poniatsky, pour mardi dernier laisser libre-cours à un anti-communisme d'une violence inouïe. Non seulement, il a maintenu son injure à propos du PCF (parti dictatorial à caractère fascisant), mais il l'a précisée « argumentée ». Une radio périphérique précisait qu'il avait passé des heures entières à compulsurer les archives du ministère de l'Intérieur, celles qui traitent du PC, celles-là même que le régime de Pétain avait su si bien fournir. Le PCF a répondu à ces attaques par une campagne nationale de protestation qui a culminé mardi à 15 H lorsque les 30.000 cellules sont allées fleurir les tombes de ceux qui sont tombés face à l'occupant nazi.

Mais par-delà les « petites phrases » lancées de ci et de là, la hargne, les calomnies ordurières de Ponia s'inscrivent dans une situation sociale et politique bien précise.

LES BUTS INAVOUES DE PONIA

Comment, en effet, ne pas faire la relation entre la caractérisation que donne le ministre de l'Intérieur du PCF et la grève des postiers d'aujourd'hui. « C'est une grève politique » ont déclaré tous les ministres. Explication traditionnelle que donne la bourgeoisie à un mouvement

social auquel elle est confrontée. Il fallait désigner un coupable à l'opinion publique. Et comme aux plus beaux temps de l'ère marcellinesque voilà que réapparaît le thème du chef d'orchestre clandestin. C'est tout juste, si au Sénat, Ponia n'a pas expliqué que tout était dirigé par le Kremlin. Citations historiques à l'appui, il a tenté de démontrer les liens très serrés qui unissent le PC à Moscou. Pour conclure, ce frère jumeau de Mac Carthy devait lancer aux sénateurs communistes :

« Actuellement le dialogue avec vous est impossible car vous n'êtes pas des hommes libres. Peut-être un jour quand vous le serez devenus, l'unité de la France sera-t-elle possible ».

Autre-but poursuivi par le régime Giscard : intervenir dans la polémique PC-PS. Les appels « à rompre cette alliance contre nature » étaient présents dans les deux interventions du ministre de l'Intérieur.

RESSOUDER LES RANGS

Pour répondre à Poniatsky, le PC avait mis les bouchées doubles : campagne de presse très violente dans l'« Huma », liste de communistes exécutés par les Allemands, lettres de militants condamnés à mort. Et surtout, à 15 H, toutes les cellules sont allées fleurir les tombes des victimes de l'hitlérisme.

« Duclos parlera pour les morts et les vivants titrait l'organe du PC ».

Ce dernier n'a pas déçu ceux qui s'attendaient à une réponse vigoureuse.

« Vous fouillez dans les poubelles de l'histoire... La France ne compte pas que des descendants de Louis XV par la main gauche. Vous pensez comme Goeb-

bel... Vous êtes l'héritier de Pétain... »

Duclos rappela que le service d'ordre du candidat Giscard était assuré par les fascistes de l'ex-Ordre nouveau. Il dénonça l'appui que Poniatsky en personne avait donné à la CFT, le scandale du pétrole, les licenciements. Et pour conclure il affirma cette vérité première « Vous êtes prisonniers de votre classe, dont la haine qu'elle porte aux travailleurs s'est révélée aujourd'hui ».

La campagne du PC avait notamment pour fonction de lui permettre de s'affirmer comme le premier parti de l'Union de la gauche, le plus combattif. Cela pour couper court aux récriminations qui avaient pu voir le jour au 21^e congrès extraordinaire et par rapport aux PS.

Les accusations du ministre sont trop grosses pour que nous nous amusions à compter les points. Elles dénotent des aspects plus inquiétants du fameux libéralisme de Giscard. A travers les attaques lancées contre le PC, c'était le mouvement ouvrier tout entier qu'on atteignait, c'était une haine de classe qui s'exprimait.

IL Y A 50 ANS LE MANIFESTE DU SURREALISME



Magritte. « Perspective ». Madame Recamier de David » 1951

LE SURREALISME AUJOURD'HUI

La guerre de 1914 puis l'immédiat après-guerre aurait dû permettre, entre les ruines et les cadavres de faire le bilan d'une culture...

Pourtant l'état d'esprit entretenu sur une échelle gigantesque, en France comme en Allemagne, ressemble plutôt à un rêve d'une imbécillité consternante : élans de patriotisme, chansons revanchardes, journaux suscitant la haine du boche et du français, caricatures où l'obscénité et le sadisme se le disputent, unions sacrées, bellicisme effréné et joyeux, etc.

• Ce que l'on nomme le mouvement **surréaliste** que l'on présente quelque fois comme le continuateur de DADA naîtra à Paris de la nécessité de viser des cibles précises, d'avoir une activité plus systématique et une insertion plus offensive dans le contexte culturel de l'époque.

Au premier texte culturel surréaliste collectif, c'est le scandale.

La mort d'Anatole France étant ressentie comme un deuil national, les surréalistes publient alors une brochure intitulée : « Un cadavre »

« Loti, Barrès, France, marquons tout de même d'un beau signe blanc l'année qui coucha ces trois sinistres bonshommes : l'idiot, le traître et le policier. Ayons, je ne m'y oppose pas, pour le troisième, un mot de mépris particulier.

Avec France, c'est un peu de la servilité humaine qui s'en va ». **Breton**,

« Anatole a rendu ce qu'on appelait son œuvre. Nous n'avez rien à attendre de cette mémoire molle et sèche » **Philippe Soupault**

« Il reste peu de choses d'un homme : il est encore révoltant d'imaginer de celui-ci, que de toutes façons il a été ». **Louis Aragon**.

• Le ton est donné ; désormais, ce sera l'éclosion d'une infinité d'initiatives, de création inclassables, de textes bouleversant le langage, d'expériences, de rencontres provoquées, de rapports tous nouveaux à la vie quotidienne, de recherches sur les possibilités de la pensée et sur le rêve... Mais surtout de violentes attaques contre tout ce qui peut représenter l'ordre « ancien » l'ordre bourgeois ; bien en place, optimiste, méprisant et sûr de lui.

« nous souhaitons, de toutes nos forces que les révolutions, les guerres et les insurrections coloniales viennent anéantir cette civilisation occidentale... » (A. M. Paul Claudel)

Adresse au Pape : « Au nom de la patrie, au nom de la famille, tu pousses à la vente des âmes, à la libre trituration des corps... »

«...Nous n'avons que faire de tes canons, index, péché, confessionnal, prétraille, nous pensons à une autre guerre, guerre à toi, Pape, chien ».

Aux médecins-chefs des asiles de fous : « On sait... que les asiles loin d'être des asiles sont d'effroyables geôles, où les détenus fournissent une main d'œuvre gratuite et commode, où les sévices sont la règle et cela est toléré par vous ».

Aux recteurs d'université : « Regardez un instant vos faces, considérez vos produits. A travers le crible de vos diplômes passe une jeunesse efflanquée, perdue. Vous êtes la plaie du monde, Messieurs ».

Ainsi, à travers libelles, tracts, poèmes, écriture-automatique, proverbes, c'est un ton nouveau, une orientation stratégique visant un renversement total, de nouvelles possibilités de vivre qui s'esquissent, un système de valeurs.

Il est impossible de tout évoquer, de cerner en quelques lignes la grande fécondité du surréalisme à ses débuts.

« Si vous avez du plomb dans la tête, fondez le pour en faire de l'or surréaliste ! »

On répond : «...le trancher verticalement et éloigner sans connaître la question les deux moitiés de cinquante centimètres ! »

La question était : « Que faire du Panthéon ? »

Et cœtera.

• Aujourd'hui plusieurs remarques s'imposent :

1) On ne peut présenter ce qui passa sous le nom de surréalisme comme un pur souvenir, comme quelque chose qui a désormais sa place de momie dans les musées des aventures de l'esprit, car cette violence et cette exigence que

vécurent les surréalistes, ce refus révolté qui s'éclata parfois en œuvres qui ne valent que par le désir qui les sous-tend, cette nécessité de changer la vie qui les fit se rapprocher des mouvements révolutionnaires, tout cela, sous d'autres noms et d'autres formes, a encore lieu, aura encore lieu tant que les conditions d'existence ne seront pas renversées.

2) Inutile de préciser que ceux qui aujourd'hui se réfèrent encore à l'étiquette surréaliste soit pour en vivre soit pour masquer leur néant ont abdicqué violence et exigence et que le papier glacé de leurs vies s'arrange assez bien du système tel qu'il est.

3) La plupart des actes actuels auxquels on pourrait reconnaître une parenté avec le surréalisme (mais quel intérêt ?) ne s'y réfèrent pas. En ignorent tout le plus souvent.

4) Qu'il y a cependant une actualité du surréalisme en ce sens que nous lui devons une certaine table rase sans laquelle nos certitudes d'aujourd'hui, ainsi qu'un certain nombre de nos ruptures avec la morale bourgeoise, avec la famille avec la perception bourgeoise du monde, avec les rapports conventionnels au quotidien n'auraient sans doute pas été possibles ;

De même, aux plus forts moments de l'imagination au pouvoir, lors de Mai 68, l'évocation conjointe de Marx et de Rimbaud n'aurait peut-être pas eu cette force d'évidence.

5) Nous ne pouvons non plus, même si nous faisons le bilan sans pitié de ses échecs et de ses faiblesses ignorer aujourd'hui qu'un certain nombre de positions que tint le surréalisme et de questions qu'il posât restent des repères indispensables pour tout mouvement révolutionnaire réellement émancipateur.

Aucun socialisme digne de ce nom ne pourra éluder un certain nombre de problèmes concernant le suicide, l'angoisse, l'amour et la mort.

6) Des leçons sont certainement encore à prendre et à tirer de la trajectoire exceptionnelle de certains de ces hommes qui de provenance bourgeoise, de formation exclusivement intellectuelle, ont non seulement renié idéologiquement leur classe mais se sont progressivement rapprochés du mouvement ouvrier et ont voulu rejoindre le camp de la révolution.

Après la guerre, dans le camp des vainqueurs, l'énorme majorité de la population et la plus grande partie de la jeunesse (qui a été systématiquement militarisée et décervelée) communient dans les débauches de tricolore et de cocorico...

Le fait que des millions de travailleurs ont servi de chair à canon pour les intérêts de leur bourgeoisie est masqué par le dégueuli ininterrompu des discours aux monuments aux morts et les « on a gagné parce qu'on était les plus forts ».

Pourtant, une partie de cette jeunesse, devant l'insupportable spectacle de la bêtise, devant les paysages bouleversés, devant toute cette mort pour rien, devant l'absurdité de cette civilisation va réagir par la révolte la plus sauvage possible...

Une sorte de désespoir absolu qui se ressaisit et qui cherche ce qu'il peut produire de plus nihiliste... Comment supporter ces éternelles voix bourgeoises qui, cravatées, vous chevrotent encore à travers les désastres : **Patrie, Honneur, Famille, Travail, Gloire et Cocorico...**

Pour ces jeunes gens plus rien ne tient.

Qu'on ne vienne plus leur parler encore d'art, de philosophie, de morale ou de culture : tout cela pue !

Pour eux, il n'est pas une valeur qui ne soit dégonflée comme une baudruche par un éclat d'obus.

C'est alors que quelques uns d'entre eux, de diverses nationalités, créent, à Zurich d'abord, dès 1916, puis à Paris un mouvement pas seulement anti-intellectuel, mais disons, anti-tout que l'on nomme **DADA**.

« L'honneur s'achète comme le cul.

Le cul, le cul représente la vie comme les pommes frites et vous tous qui êtes sérieux, vous sentirez plus mauvais que la merde de vache.

DADA, lui ne sent rien, il n'est rien, rien, rien. Il est comme vos espoirs : rien

Comme vos paradis :
Comme vos idoles : rien » écrit l'un d'entre eux, Francis Picabia.

Expression d'une révolte qui ne peut plus se dire qu'en tournant en dérision l'acte même de dire, tel est **DADA**.

Scandales divers, culte du mauvais goût grinçant sont le fait de ces hommes qui se nomment d'abord Tristan Tzara, Francis Picabia, Marcel Duchamp, puis Aragon, Breton, Soupault.



Victor Brauner dessin 1935

surréalisme et politique

QU'EST-CE QUE LA REVOLUTION ?

CE

SONT

DEUX PETITS PIEDS QUI

■ Fourmillant d'initiatives, d'une créativité immense, le surréalisme courait encore, en 1924, après la publication du premier Manifeste, le risque de n'être finalement qu'un mouvement intellectuel, d'une violence verbale et intentionnelle inouïe mais sans réelle efficacité.

Il pouvait multiplier les cibles : armée, religion, conformismes artistiques, morales hypocrites, étroitesse de la conscience.

Il pouvait multiplier les références présentes et passées : Lautréamont, Rimbaud, Jarry, le rêve et l'imagination...

Il pouvait multiplier les appels à la révolution sans que cela représente un danger effectif pour l'ordre bourgeois, fort capable de s'accommoder d'attaques verbales, abstraites, et localisées.

Tant que des révolutionnaires ne prétendent que libérer les esprits, la bourgeoisie n'a pas peur. Il y a un peu de la conscience de cette impuissance et un certain désespoir anarchiste dans ce tract du 27 janvier 1925 :

« Nous avons accolé le mot surréalisme au mot révolution pour montrer le caractère désintéressé, détaché et même tout à fait désespéré de cette révolution ».

En 1925, il y a là les éléments d'une contradiction avec lesquels on jongle pour mieux différer le problème : on se place en effet sur un terrain purement spirituel et bien qu'on se défende d'être des littérateurs, des poètes, on se vit avant tout comme des intellectuels, sans voir ce que ce statut a de liens avec l'idéologie dominante.

« Nous lançons à la société cet

avertissement solennel : qu'elle fasse attention à ses écarts, à chacun des faux-pas de son esprit, nous ne la raterons pas... ».

Et on contre-balance aussitôt cette référence à l'esprit par ce propos :

« Il n'est pas un moyen d'action que nous ne soyons capables au besoin d'employer ». On parle de broyer les entraves de l'esprit « au besoin par des marteaux matériels ».

Cependant, malgré un grand usage du mot Révolution, les surréalistes, dans leurs créations et leur activisme, ne font aucune allusion au mouvement ouvrier, aucune référence à l'histoire et aux mouvements d'émancipation sociale, aucun rapport entre leurs attaques et la lutte des classes.

On voit alors le risque de se cantonner dans l'anti-art en développant par exemple les appels à l'irrationalité et le culte de l'imaginaire.

La glorification de l'Orient mystérieux, du Bouddha et du Dalaï Lama pourraient être un des aspects de ce cul-de-sac : Antonin Artaud se verra exclure du groupe pour avoir donné l'impression qu'il céda à cet orientalisme idéaliste.

Que cet écueil ait finalement été évité et que le surréalisme se soit politisé, on le doit :

au fait que presque tous les surréalistes comprissent la nécessité de se maintenir en tant que groupe ;

à une très haute vigilance d'André Breton et surtout à ce que les remises en cause idéologiques suffisamment radicales ne peuvent pas ne pas rencontrer un projet révolutionnaire politique.

Dans le climat de l'époque fait d'esprit revanchard, de racisme, de conformisme bourgeois pourrissant, leur activisme encore infra-politique prenait un sens précis. Ils arboraient du défaitisme, tenaient des propos vigoureusement anti-capitalistes.

Michel Leiris faillit se faire lyncher au terme d'un banquet où il avait crié « Vive l'Allemagne ! Vive la Chine ! Vive les Riffains ! A bas la France ! »

LES SURREALISTES ET LE PARTI COMMUNISTE

C'est à l'occasion de la guerre du Maroc, alors que le gouvernement envoie le contingent sur le front, que s'opère un premier rapprochement avec les jeunes intellectuels communistes et avec des groupes para-communistes comme la revue *Philosophies* où se trouvent H. Lefebvre et G. Politzer.

Pour les surréalistes, c'est l'occasion de signer un texte que sous-tend pour la première fois une analyse économique-politique :

« Depuis plus d'un siècle, la dignité humaine est ravalée au rang de valeur d'échange. Il est déjà injuste et monstrueux que qui ne possède pas soit asservi par qui possède mais lorsque cette oppression dépasse le cadre d'un simple salaire à payer et prend par exemple la forme de l'esclavage que la haute finance fait peser sur les peuples, c'est une iniquité qu'aucun massacre ne parviendra à expier... ».

Breton expliquera plus tard que ce sont ces événements révoltants qui amèneront le surréalisme à « franchir le fossé qui sépare l'idéalisme absolu du matérialisme dialectique ». A la même époque, Breton lit avec passion et fait lire le *Lénine* de Léon Trotsky.

Les choses ne peuvent en rester là et au début de 1926 c'est Pierre Naville (premier directeur de la revue : *La Révolution Surréaliste*) qui introduira le plus nettement la question politique. Il somme le surréalisme de mettre sa révolte, à la fois trop fragmentée et trop absolue, en rapport avec la nécessité de renverser la condition bourgeoise d'existence. Le surréalisme doit selon lui envisager précisément son rôle dans

la stratégie d'un renversement du capitalisme.

Deux solutions s'offrent alors :

« 1) Ou bien persévérer dans une attitude négative d'ordre anarchique, attitude fautive a priori parce qu'elle ne justifie pas l'idée de révolution dont elle se réclame... »

2) Ou bien s'engager résolument dans la voie révolutionnaire, la seule voie révolutionnaire, la voie marxiste... » (Naville).

Naville ouvre une crise et ébranle Breton, Eluard, Benjamin Péret. Cela va permettre une décantation, mais disons que Naville, qui n'est pas un créateur, ne saisit pas ce que cette alternative a de trop tranché et en quoi elle dissimule un noyau extrêmement complexe de problèmes et de phénomènes que le surréalisme a eu le mérite de révéler.

Prendre par exemple l'exclusion d'A. Artaud comme la conséquence d'un choix irrémédiable de l'idéalisme de sa part relèverait d'une volonté d'ignorer quel usage matériel de l'écriture il fit, quelle expérience profonde et douloureuse fut son existence.

« Les surréalistes croient pouvoir me railler quand je parle d'une métamorphose des conditions intérieures de l'âme, comme si j'entendais l'âme sous le sens infect sous lequel eux-mêmes l'entendent... »

« La révolution peut se faire à condition que l'homme ne se pense pas révolutionnaire seulement sur le plan social mais qu'il croit, mais qu'il doive encore et surtout l'être sur le plan physique, physiologique, anatomique, fonctionnel, circulatoire, respiratoire, dynamique, atomique et électrique ».

Au-delà de tout dualisme corps-esprit, tous les nerfs mobilisés pour saisir quelque chose de la présence brute à la vie, dans la folie et dans l'angoisse, Artaud témoigne que tout n'est pas aussi simple que le voudrait Naville et que certaines recherches apparemment extra-politiques ne peuvent être négligées par les révolutionnaires refusant les bornes et l'ignorance morbide qui font la défense habituelle de la bourgeoisie comme de la bureaucratie.

La crise Naville ne sera pas pour rien dans la décision de Breton d'adhérer au PC.

Il accompagne cette adhésion d'un texte qui a le mérite de clarifier beaucoup de choses : **Légitime Défense**.

Il y marque d'abord son adhésion au programme communiste considéré cependant comme... programme minimum. « Je ne veux pas être rejeté arbitrairement dans l'opposition d'un parti auquel j'adhère de toutes mes forces... ». Mais il exprime très honnêtement déjà des critiques qui seront à l'origine de sa rupture et à la base de l'analyse qu'il fera plus tard du PC.

Il y attaque Henri Barbusse, « le vieil emmerdeur bien connu », en l'occurrence directeur littéraire de *L'Huma*, lui reprochant de trahir la confiance des travailleurs en leur présentant comme des nouveautés culturelles des changements superficiels dans la littérature et l'art bourgeois et de n'avoir en cette matière aucun autre critère que ceux de la classe dirigeante.

Il s'indigne aussi de la qualité du journal *L'Humanité* : « *L'Humanité*, puérile, déclamatoire, inutilement crétinisante, est un journal illisible, tout à fait indigne du rôle d'éducation prolétarienne qu'il prétend assurer. »

Derrière ses articles vite lus, serrant l'actualité de si près qu'il n'y a rien à voir au loin... présentant les admirables difficultés russes comme

de folles facilités, décourageant toute autre activité extra-politique que le sport, glorifiant le travail non choisi ou accablant les prisonniers de droit commun, etc. ».

Tout cela est encore largement actuel.

Mais au sein du PC, on voit d'un très mauvais œil l'adhésion de Breton et à travers quantité d'obstacles, d'embûches et de provocations, on tente aussitôt de l'écœurer. C'est aussi que le surréalisme est pour les bureaucrates du PCF une denrée bien moins digeste que le pacifisme insipide des Romain Rolland et autres Barbusse...

Cinq fois Breton est convoqué devant des commissions du parti lui demandant d'expliquer comment, s'il est communiste, il peut encore se dire surréaliste. On lui demande aussi de justifier la présence dans sa revue de dessins représentant aussi scandaleusement n'importe quoi : ce sont ceux de Picasso.

Déçu, ne comprenant pas exactement le phénomène, Breton se retire du parti en 1927 affirmant qu'il ne tient pas cet échec pour définitif et qu'il en fait une question d'hommes...

Breton prétend qu'à partir de cette époque, le groupe ne cessera de faire siennes toutes les thèses du matérialisme dialectique et traquera tous ceux qui tenteraient de se réfugier dans un anti-art pour l'anti-art.

Mais il comprend aussi que le surréalisme est le lieu d'éclosion de quelque chose d'unique puisque c'est entre 1926 et 1929 que surgissent des œuvres aussi nouvelles et riches que :

Le Paysan de Paris d'Aragon, Le Pèse-Nerfs d'Artaud, L'Esprit contre la Raison de Crevel, Capitale de la Douleur d'Éluard et Nadja de Breton.

En 1930, pour que les choses soient claires, la revue du groupe se nomme

Le surréalisme au service de la révolution.

C'est en 1930 aussi que se tient à Kharkov en URSS la conférence internationale des écrivains prolétariens. Aragon s'y rend et revient après avoir déclaré (contraint, dira-t-il) que le 2ème Manifeste de Breton est contraire au matérialisme dialectique et promis de soumettre ses propres œuvres à la discipline et au contrôle du parti.

Cet événement contribuera à séparer Aragon de ses anciens amis et à creuser le fossé entre le PCF et les surréalistes.

En 1933, le parti signifie à Breton son exclusion définitive et en 1935 on lui interdit toute prise de parole au Congrès des écrivains pour la défense de la culture, organisé par les staliens.

À l'occasion de ce congrès, les surréalistes souhaitaient montrer qu'un anti-fascisme vague de la part du PC risquait de l'amener à défendre uniquement une conception bourgeoise de la culture.

Ils souhaitaient faire reconnaître, se réclamant de Marx et Lénine, le droit de



Couvertures de Francis Picabia pour Littérature (1-10-1922 et 1-12-1922)

développer sans bannière d'aucune sorte tous les moyens d'expression et flétrir le réalisme socialiste.

Ils souhaitaient dénoncer enfin le pacte franco-soviétique, l'intolérance du parti, son pacifisme et le stalinisme en général.

Ils se heurtèrent au fameux « Qui nous critique est contre-révolutionnaire », « Vous faites de jeu de Trotsky et de Doriot ». A ce congrès, Breton avait l'intention de citer les noms de Rimbaud et de Sade ainsi que celui de Freud pour déclarer : « Ces noms, rien ne nous forcera à les renier pas plus que rien ne nous forcera à renier les noms de Marx et de Lénine ».

Il devait conclure : « Transformer le monde » a dit Marx, « Changer la vie » a dit Rimbaud ; ces deux mots d'ordre pour nous ne font qu'un ».

Les surréalistes répondent à leur exclusion par un texte violent dans lequel ils affirment que le régime actuel de l'Union soviétique sous la conduite de son chef tout-puissant « tourne à la négation même de ce qu'il devrait être, de ce qu'il a été ».

LES SURREALISTES ET LEON TROTSKY

Hors du PC, sans perspectives politiques claires, les surréalistes se rabattent sur un anti-fascisme révolutionnaire dont l'organe est la revue Contre-Attaque.

Ils ont été très frappés par les progrès du fascisme en France et par la victoire de Hitler en Allemagne.

Ils n'ont aucune confiance dans le Front Populaire. « Nous disons actuellement que le programme de Front Populaire dont les dirigeants, dans le cadre des institutions bourgeoises, accéderont vraisemblablement au pouvoir est voué à la faillite.

La constitution d'un gouvernement du peuple, d'une direction de salut public, exige une intraitable dictature du peuple ».

Même en juin 36, les surréalistes se manifesteront peu et ne feront que peu d'écho aux tenants du « Tout est possible »...

Ils luttent seulement contre le nationalisme qui, à nouveau, s'exacerbe : « Nous appartenons à la communauté humaine trahie aujourd'hui par Sarraut comme par Hitler et par Thorez, comme par La Roque ».

Lorsque certains d'entre eux se tourneront vers Léon Trotsky, la rencontre du surréalisme et du trotskysme n'aura pourtant pas lieu comme telle.

Disons qu'il y aura avant tout une attirance intellectuelle et affective vers le personnage de Trotsky dont le groupe avait pris vigoureusement la défense dès son exil.

Nous saluons à cette nouvelle étape de son chemin difficile le vieux camarade de Lénine, le signataire de la paix de Brest-Litovsk... qui a permis au prolétariat de conserver le pouvoir malgré le monde capitaliste coalisé contre lui ».

Lorsque s'ouvrent les procès de Moscou, Breton traite Staline de « grand négateur et de principal ennemi de la révolution » et poursuit en parlant de Trotsky comme d'un « guide

intellectuel et moral de premier ordre et dont la vie lorsqu'elle est menacée nous est aussi précieuse que la nôtre ».

Breton trouve à cette époque dans ce que représente Trotsky les possibilités d'analyser la situation qu'il a vécue dans le domaine de la création, entre la bourgeoisie réactionnaire et la méfiance, puis le rejet du PC.

Mais c'est le hasard d'un voyage d'André Breton au Mexique, où Trotsky est exilé, qui fera se rencontrer les deux hommes et donnera naissance à un texte écrit en commun : Pour un art révolutionnaire indépendant.

Ce texte, qui commence par constater que les perspectives de l'époque sont effectivement Socialisme ou Barbarie, constate que la révolution ne peut à aucun moment se désintéresser de la création et de la recherche intellectuelle.

Pourtant, en 1938, l'œuvre d'art et l'artiste sont violés en Allemagne hitlérienne comme en URSS stalinienne.

Rappelant alors la phrase de Marx selon laquelle écrire est pour l'écrivain un but et non un moyen, ce manifeste s'écrie :

« Si pour le développement des forces productives matérielles, la révolution est tenue d'ériger un régime socialiste de plan centralisé, pour la création intellectuelle elle doit dès le début même établir et assurer un régime anarchiste de liberté individuelle.

Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de commandement ! ».

Ce texte très dense est une pièce unique dans les annales de l'esthétique révolutionnaire : il fait se rencontrer un mouvement créateur qui, voulant changer la vie, a tenu, à partir d'une certaine époque, à ne plus éluder la question de la révolution socialiste et un révolutionnaire qui, parce qu'il a vu clair dans les conditions politiques de l'émancipation socialiste n'a jamais éludé le problème de la création.

Il s'agit là de principes que peuvent admettre, selon Trotsky et Breton, toutes les composantes du mouvement révolutionnaire, des anarchistes aux marxistes, et qui s'opposent en tous points aux conceptions du réalisme socialiste et au statut que le stalinisme tint toujours à assigner aux créateurs.

Dans un texte intitulé Du « réalisme socialiste » comme moyen d'extermination morale, Breton fustige les œuvres nées de normes créatrices flicardes et tâtilonnes qui ne conçoivent poètes, écrivains, peintres que comme les larbins du régime, ne pouvant que ponctuer une ligne politique d'œuvres de circonstance.

L'existence même d'un art officiel est un signe évident de la maladie pour une société socialiste qui n'admet d'autres images d'elle-même que celles métamorphosées par un optimisme de rêve.

« On n'est jamais allé aussi loin dans le plus aberrant 'art de cimetière' ni dans la platitude qui courtise l'emphase » dit Breton en parlant de ces toiles où les ouvriers apparaissent comme de vigoureux aryens inévitablement conduits vers les horizons ensoleillés du socialisme par un grand guide inspiré...

Un art qui culmine avec les poésies policières d'Aragon à la gloire du Guépéou.

N° 8 — Deuxième année

1 Décembre 1926

LA RÉVOLUTION SURRÉALISTE

CE QUI MANQUE

A TOUS

CES MESSIEURS



C'EST LA

DIALECTIQUE

(ENGELS)

SOMMAIRE

Revue de la Presse : P. Eluard et B. Péret.

TEXTES SURRÉALISTES :

Pierre Unik, Cl.-A. Pigeat.
Moi l'habille j'étais chevelure : Louis Aragon
D. A. F. de Sade, écrivain fantastique et révolutionnaire : P. Eluard.

POÈMES

Max Morise, André Breton, Benjamin Péret, Michel Leiris.
Dzojinski, président de la Tcheka : Pierre de Massot.

Lettre à la voyante : Antonin Artaud.

Opération : règle d'étréit : Pierre Brassour.

Les dessous d'une vie ou la pyramide humaine : Paul Eluard.

Confession d'un enfant du siècle : Robert Desnos.

Uccello le poil : Antonin Artaud.

CHRONIQUES :

La saison des haïes de ciel : G. Ribemont-Dessaignes.
Correspondance : Marcel Noll, E. Gengenbach.

Légitime défense : André Breton.

ILLUSTRATIONS :

Max Ernst, Georges Malkine, André Masson, Joan Miro, Man Ray, Yves Tanguy, Paula Uccello.

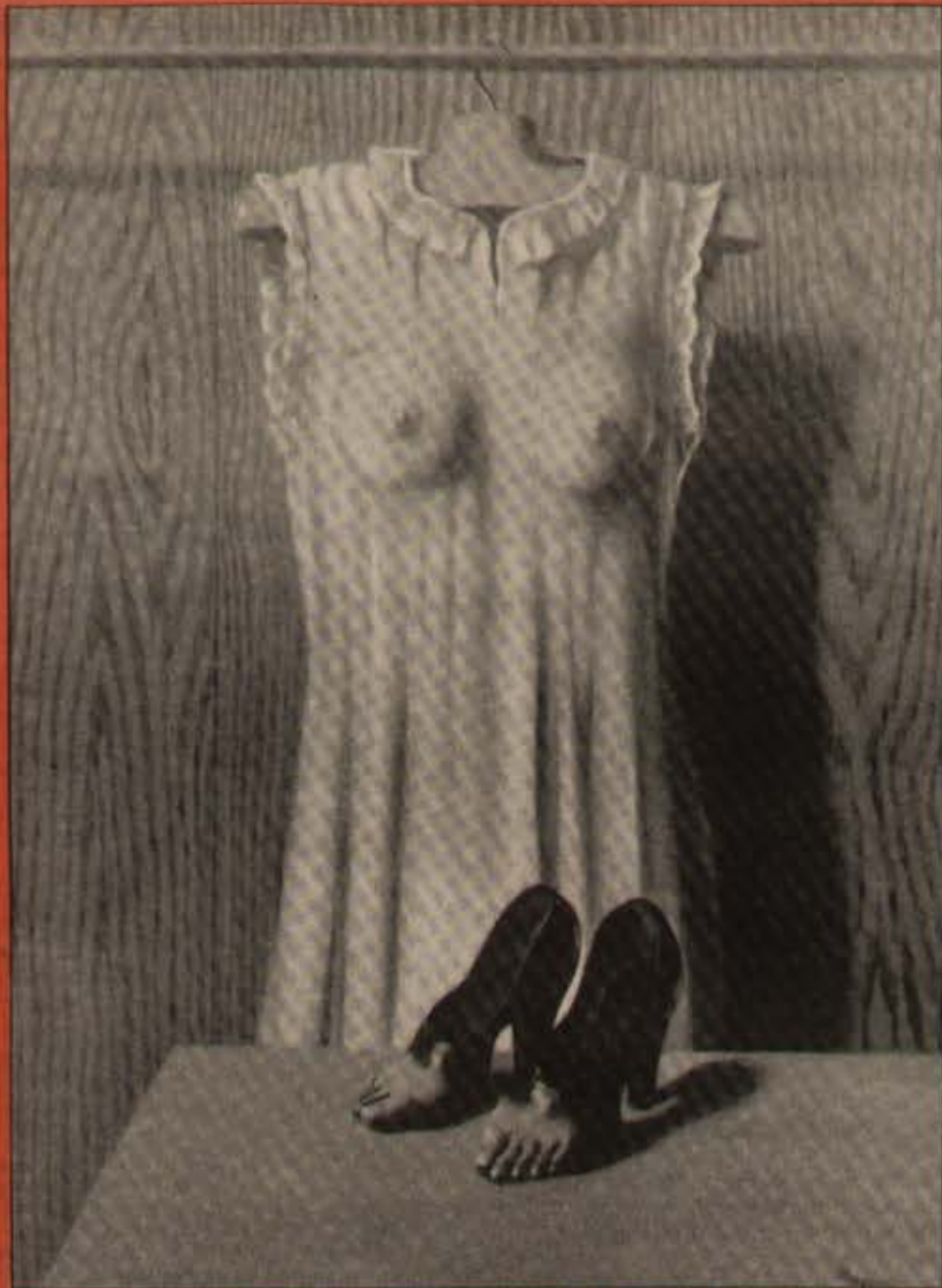
ADMINISTRATION : 16, Rue Jacques-Callot, PARIS (VI)

ABONNEMENT.
les 12 Numéros :
France : 55 francs
Étranger : 100 francs

Dépositaire général : Librairie GALLIMARD
15, Boulevard Raspail, 15
PARIS (VII)

LE NUMÉRO :
France : 5 francs
Étranger : 7 francs

MARCHEMENT



Magritte. « La philosophie dans le boudoir » 1947

ECHecs ET FAIBLESSES DU SURREALISME

• « Je ne suis pas sûr que vous n'ayez pas le souci de garder une petite fenêtre ouverte sur l'au-delà »...

déclare Léon Trotsky à Breton lors de sa visite à Coyoacan.

Si certains ouvrirent au contraire à deux battants une porte sur l'ici-même, en choisissant de vendre au prix fort l'image de marque du surréalisme, l'évolution du mouvement après la guerre ne donne pas absolument tort à Trotsky.

Les ambiguïtés vont se multiplier : références à la magie, utilisation un peu répétitive, un peu essoufflés du merveilleux, appel à tous les ailleurs (sociétés primitives, folie, arts naïfs) en ce que cela peut avoir de plus trouble, de plus risqué dans le genre substitué à la métaphysique.

Et, si l'on concède beaucoup aux sollicitations commerciales on va surtout laisser de plus en plus tomber les problématiques politiques révolutionnaires.

Que Breton le fasse avec crédibilité et élégance n'excuse rien... « J'ai trop de nord en moi pour que je sois jamais l'homme de la pleine adhésion... »

Comment laisser passer cependant qu'en 1953, lorsqu'on sait quelles brèches le surréalisme a pu ouvrir dans l'intolérable, Breton puisse encore écrire :

« L'intuition poétique... Elle seule nous pourvoit du fil qui remet sur le chemin de la gnose, en tant que con-

naissance de la réalité supra-sensible, l'invisiblement visible dans un éternel mystère. »

• Il ne serait pas inutile d'essayer aujourd'hui d'établir justement un bilan des ambiguïtés, faiblesses et carences du surréalisme qui, insuffisantes à expliquer son échec, permettraient peut-être de comprendre que des hommes qui s'en sont réclamés, se sont par la suite accommodés, fans penser se renier, de modes d'existence et de conceptions que le surréalisme s'était fondamentalement efforcé de combattre.

Dès le début, le projet surréaliste (tel qu'il est défini par Breton dans le 1er manifeste) va gêner l'exigence surréaliste aux entourures.

Définition : « Automatismes psychiques par lequel on se propose d'exprimer, soit verbalement, soit par écrit soit de toute autre manière, le fonctionnement réel de la pensée ».

Il y a là une façon de se placer dans un cadre exclusivement intellectuel, mais aussi la persévérance dans un dualisme séparant nettement fonctionnement réel de fonctionnement illusoire de la pensée, comme s'il s'agissait de retrouver la vérité perdue.

On reprochera à Breton ce goût des hauteurs et un rapport parfaitement idéaliste à l'existence, à son corps, à la vie de tous les jours...

« C'est dans l'immensité brillante du ciel, qu'un élan verbal projette constamment M. Breton » dira Georges Bataille, dont il critiquera encore « l'ombrageuse aristocratie, l'ascèse mentale », estimant que le

vocabulaire et la présence même de Breton sont d'essence chrétienne. D'ailleurs, le second manifeste du surréalisme n'invite encore qu'à la recherche d'un « certain point de l'esprit » d'où la vie et la mort, le réel et l'imaginaire, etc. cesseraient d'être perçus contradictoirement »...

ELITISME

Cette ambiguïté idéaliste se double d'un certain élitisme : « Nous sommes désignés pour présider à une sorte d'échange vertigineux faute duquel nous nous désintéresserons du sens de notre vie » écrit Breton dans *Légitime Défense*.

Désignés par qui ?

N'est-on pas en droit de soupçonner là le besoin latent d'un quelconque destin et donc d'une sorte d'absolu où l'origine et la fin seraient inscrites ? Un ciel où il serait écrit de toute éternité que les surréalistes sont désignés ?

Georges Bataille, dans un texte très méchant, estime que Breton s'apparente davantage à l'aigle de tous les idéalismes et de tous les impérialismes qu'à... la vieille taupe de Marx.

A toutes les époques le surréalisme sera traversé par un courant anti-rationaliste. Là encore il ne manque pas d'ambiguïtés dans les attaques contre la logique.

Mettons à part les élans de 1925 qui leur faisaient s'écrier : « Nous sommes très très fidèles serviteurs, ô grand Lama, donne-nous, adresse-nous tes lumières dans un langage que nos esprits contaminés d'Européens puissent comprendre »...

Il n'en reste pas moins que le manque de précisions quant à ce qu'ils nomment la Logique crée un trouble lorsqu'ils prétendent adhérer par ailleurs au matérialisme dialectique qui exige le choix d'une analyse rationnelle.

Jamais les surréalistes ne précisèrent qu'ils ne visaient finalement par leurs attaques anti-logiques que la causalité positiviste la plus plate et jamais ils n'eurent une idée bien claire de la dialectique. « L'Europe logique écrase l'esprit sans fin entre les marteaux de deux termes, elle ouvre et referme l'esprit ».

LA FEMME ETERNELLE ?

Enfin (est-ce un effet de leur idéalisme ?), la vision surréaliste de la femme en fait souvent une créature sur...réelle, sur...humaine, non seulement sans existence concrète et

Décrivant une soirée, Breton évoque chacun des invités mâles par son nom et quelques traits de son esprit, puis il ajoute : il y avait bien sur quelques femmes merveilleusement belles (merveilleuses potiches ?)

L'hommage constant des surréalistes à LA femme est donc à double tranchant.

En faire tantôt un ange, tantôt une mante religieuse (c'est ainsi qu'elle apparaît le plus souvent dans la peinture surréaliste), tantôt une médiatrice vers la surréalité et une voyante (on retrouve là un peu du vieux mythe de « l'intuition féminine »), tantôt une femme-enfant, une jeune femme « susceptible de présenter par ailleurs des phénomènes médianimiques intéressants », c'est la maintenir en dehors du monde des préoccupations des hommes surréalistes, comme éternelle étrangère, fascinante peut-être, mais n'ayant aucun rôle à jouer par elle-même et pour elle-même dans le projet de changer le monde.

Une fois passé le premier choc dû à la beauté et à la force des images, on ne peut s'empêcher de penser, en lisant *L'Union Libre*, le poème de Breton, que quelque chose de la présence vivante de la femme est manquée...

« ...Ma femme au sexe d'algue et de bonbons anciens
ma femme au sexe de miroir
ma femme aux yeux pleins de larmes
aux yeux de panoplie violette et d'aiguille aimantée »...

Etant leur mère ou leur enfant la femme n'est jamais pour les surréalistes effectivement leur égale.

Son corps, sa chair sont certes des lieux « poétiques » mais ne sont en aucun cas le centre d'une autonomie.

« La femme apparaît nettement dans les œuvres surréalistes comme l'objet passif du mâle » estime Xavier Gauthier qui définit ainsi les rapports homme-femme dans la poésie de Paul Eluard : dans cet inégal partage du monde, la femme a la beauté, l'innocence ; l'homme, l'action, le travail. Il a un passé ; elle vit dans l'instant. Elle transmet la vie ; il crée le monde...

La question féminine est peut-être la moins « soulevée » par le surréalisme qui, mouvement essentiellement masculin mises à part quelques femmes peintres, en ce domaine, affiche un très grand conformisme.

Il n'y a pas de crime de lèse-surréalisme. Dénoncer ces ambiguïtés c'est manifester au contraire une haute exigence mais aussi un respect vis à vis d'un mouvement qui a voulu s'engager dans le sens d'un changement révolutionnaire de l'existence.

La poésie n'est pas gratuite !

L'imagination n'est pas innocente !

Ces questions témoignent aussi de la conscience qu'il est nécessaire qu'existe une créativité révolutionnaire indépendante.

quotidienne, mais aussi incapable d'être vraiment concernée par les aventures intellectuelles de messieurs les surréalistes.

Marx Ernst « La femme 100 têtes »



LA MARE AUX



Le rapport Schwartz est un véritable brûlot pour les milieux pétroliers. Le 27 juin dernier, sur proposition du groupe communiste, l'Assemblée nationale s'est résolue à constituer une commission d'enquête sur les agissements des compagnies pétrolières internationales et françaises.

Le texte du rapport, fait par une majorité de députés UDR-RI et centristes ne peut que constater les trafics et les fraudes auxquelles se livrent les compagnies.

Les chefs d'accusation sont nombreux.

ELLES NE PAIENT PAS D'IMPOT

Grâce à un certain nombre d'artifices fiscaux, les sociétés pétrolières ne paient pratiquement pas d'impôt. Déductions des provisions pour reconstitution des gisements, bénéfice consolidé, provisions pour fluctuation des cours. Autant de formules magiques

pour les magnats du pétrole. Si elles paraissent incompréhensibles au public, eux par contre, savent s'en servir : ELF et la Compagnie française des Pétroles ne paient aucun impôt en France au titre de l'impôt sur les sociétés. Le chiffre d'affaire des deux groupes était en 1972 de 23,5 Milliards de francs et les bénéfices distribués de 635 Millions. Cette année-là, les deux sociétés n'ont payé que 80 Millions d'impôt ! Les sociétés étrangères bénéficient des mêmes avantages : pour un chiffre d'affaire de 16,3 Milliards de francs, elles ont payé 20 Millions de francs !

LES ENTENTES ET LE « RACKET »

Le rapport développe certaines pratiques d'entente, des « tables », le surnom des réunions où les dirigeants des compagnies pétrolières se retrouvent pour fixer les prix et se partager les marchés.

Ce système de cartel s'exerce contre les petits revendeurs des stations

services. Le rapport cite les mesures dilatoires utilisées par les compagnies pour ne pas appliquer la loi de mars 41 qui garantit aux gérants libres un jour de fermeture hebdomadaire, les congés annuels, un minimum de salaires selon la qualification, une indemnité de départ au cas où la compagnie qui emploie le gérant libre mettrait fin au contrat. Ainsi que le note le rapport : « Il est clair que les compagnies pétrolières ont abusé de leur situation de position dominante pour imposer aux gérants libres une série d'obligations illégales et que, sanctionnées par les tribunaux, elles refusent d'en tirer les conséquences ».

C'est là un véritable « racket » auquel se sont livrées les compagnies pétrolières pour s'assurer les meilleurs bénéfices. Même pour les fournitures de carburant à des entreprises nationalisées comme EGF ou Air-France. Le directeur général adjoint de cette dernière société, rapportant devant les enquêteurs, explique : A propos des nouveaux contacts après la guerre du Kippour «... Les compagnies

pétrolières ont multiplié les prix par quatre brutalement (quelques heures avant signature du contrat) et ont assorti ces conditions de prix de conditions draconiennes de volume... A l'évidence, les compagnies pétrolières s'étaient partagées le marché et avaient fourni des propositions en volume légèrement inférieures à nos besoins de l'ordre de 10 %... ».

Ces menaces n'ont pas été seulement le fait des compagnies étrangères. En fait, selon le témoin, les compagnies qui ont fait les menaces les plus virulentes sont ELF et Total.

CONNIVENCES ADMINISTRATIVES / PETROLIERS

Enfin le rapport met en cause l'administration chargée de contrôler les activités des compagnies pétrolières. D'autant que c'est souvent le même personnel, issue du corps des Mines (ingénieurs sortis de Polytechnique et de l'Ecole des Mines) qui se trouvent aux postes clefs de l'administration ou des Conseils d'administration. Le rapport met en cause le clan Guillaumat où l'on voit que le président d'ELF-ERAP est un ancien directeur des carburants et le président de l'Institut français du Pétrole dirigeait auparavant les relations publiques d'ELF-ERAP. Quelquefois même, ce « pantouflage » se fait avec les entreprises privées. Ainsi, Vailland, fonctionnaire qui est directeur des carburants, avait signé en 1971 une subvention de 120.000 F et en 1972 une autre de 80.000 F au profit de la Société Forex Neptune. Or, précise le rapport, « cette société est une filiale de la société Schlumberger (recherche pétrolière) qui emploie M. Vailland depuis son départ de l'administration en 1973.

Plusieurs questions se posent encore après la publication de ce rapport. Notamment sur les ramifications politiques d'un scandale pétrolier où se trouvent mêlés de grands commis de l'Etat et des patrons de sociétés liés directement à la classe politique et particulièrement à l'UDR.

Il existe déjà un précédent, celui de l'ENI, la société nationalisée italienne de produits pétroliers. Au moment de l'affaire Mattéi avaient été révélé le rôle que joue ce trust d'Etat dans le financement des partis bourgeois. Si l'on n'en est pas là (pas encore !) dans le scandale pétrolier français, une chose est sûre : aucune nationalisation n'est garantie sans changement de société, sans l'instauration du socialisme.

FAUT-IL FUSILLER LE GENERAL STEHLIN ?

En prenant fait et cause pour les avions de combat américains, le général Stehlin a réussi le tour de force de déclencher dans la « classe politique » le plus bel accès de chauvinisme depuis le rapt des vedettes de Cherbourg par les Israéliens. Front unique tricolore de l'UDR au PCF pour dénoncer la forfaiture antinationale du général félon : « Cela frise la trahison, on ne saborde par les intérêts de la France » s'exclament les godillots. Tout cela sent le « parti américain » reprend Kanapa en écho.

Il faut le dire, car les clapotis de l'agitation politique officielle ne prêtent pas souvent à la rigolade : tout ceci est désopilant.

Désopilante la leçon de morale administrée à Stehlin — vendu aux Américains — par Bénouville, député URD, grand administrateur de la firme Dassault.

Désopilante la proposition faite par Dassault aux Américains d'un duel (à la ciné-mitrailleuse) entre leurs appareils et le sien pour déterminer le meilleur.

Désopilante l'indignation des godillots affairistes de la V^e, de cette masse compositée de PDG et d'agioteurs déguisés en députés qui viennent rivaliser d'emphase pour dénoncer le crime de Stehlin contre l'Honneur et la Patrie...

Autrefois, la Patrie, c'était Jeanne d'Arc, Austerlitz, la ligne bleue des Vosges. Maintenant, c'est le compte en banque de M. Dassault. Laissons au PCF le soin de déplorer avec les tremolos réglementaires cet état de fait. Pour

nous, rien de neuf. Si ce n'est qu'on peut y trouver la mesure exacte des grands desseins et idéaux que la classe dominante et ses commis politiques sont encore capables d'agiter.

Si la politique n'était pas une affaire aussi terriblement sérieuse, nous serions tentés de prendre vigoureusement le parti du pauvre Stehlin contre qui tout le monde s'acharne aujourd'hui. Peut-on imaginer façon plus radicale d'introduire le **défaitisme intégral** dans les rangs de la classe dominante que la sienne ? Peut-on rêver plus impitoyable Landru du patriotisme moderne que cet homme, hier encore honoré, considéré, vice-président de l'Assemblée nationale ! Ce n'est pas pour rien qu'un autre gaffeur de beau calibre, J.J. S.S., volant à sa rescousse, lance fièrement : « Je ne sais pas ce que c'est que l'étranger » !!! Que diable ! A sa manière, le brave général n'a-t-il pas « relevé le défi américain » ?!

Au-delà de la franche rigolade, il y a

quand même un aspect sérieux dans cette « affaire ». Stehlin est un gaffeur. Pas un fou. Sa bévue et la levée de boucliers qui s'en est suivie sont la manifestation d'une vigoureuse bagarre au sein de la majorité entre « atlantistes » partisans d'un rapprochement franc et massif avec les USA et « nationaux » partisans de la poursuite

de la politique dite d'indépendance nationale du gaullisme. Une bataille de longue haleine que Giscard s'efforce d'arbitrer et dont le vidage de l'amiral Sanguinetti, l'orientation accentuée vers la construction d'un armement nucléaire tactique sont d'autres épisodes. Et il y en a bien d'autres à venir...

MEETING

Front
Communiste
Révolutionnaire

MUTUALITE

mardi 19
novembre
20 heures 30

QUEL DEBOUCHE A NOS LUTTES ?

SAUVONS EVA, LIDIA ET LEURS CAMARADES !

De nombreuses femmes sont arrêtées et emprisonnées aujourd'hui en Espagne. Huit d'entre elles ont été inculpées à la suite de l'attentat du drugstore de la Puerta del Sol en septembre 1974, dont le régime franquiste accuse les groupes d'extrême-gauche, malgré leurs démentis. Parmi les inculpés, Eva Forest qui risque la peine la plus forte et Lidia Falcon sont des militantes féministes ; Lidia Falcon a consacré plusieurs livres à l'étude de la condition des femmes en Espagne. En solidarité avec les huit femmes et leurs camarades hommes emprisonnés, plusieurs organisations féministes en France ont décidé des actions. Une pétition à l'initiative du courant Psychanalyse et Politique a réuni de nombreuses signatures. Les Pétroleuses et les groupes Femmes en Lutte ont prévu un rassemblement devant l'ambassade d'Espagne le jeudi 14 novembre et envisagent une extension de la campagne de soutien.

La solidarité internationale ne doit pas se limiter aux organisations féministes ; c'est une campagne de l'ensemble du mouvement ouvrier, des organisations de gauche et d'extrême-gauche qui doit faire céder le régime franquiste.

Le 12.11.74 Frédérique

A l'occasion de la campagne qui se développe autour d'Eva Forest et de ses co-incipés, Rouge a interviewé deux militantes de la LCR — ETA (VI).

Il semble que de plus en plus de femmes soient aujourd'hui arrêtées en Espagne. Cela signifie-t-il entre autres, une radicalisation des femmes et une participation accrue à la lutte anti-franquiste ?

ISABEL — La participation des femmes aux luttes n'est pas un fait entièrement nouveau ; mais c'est vrai que c'est un phénomène qui s'approfondit. Dans la classe ouvrière, il y a eu depuis cinq ans environ, des grèves de femmes dans des secteurs où les femmes sont employées : ainsi, en 1970, grèves d'usines du textile à Barcelone. Il y a eu également des grèves d'infirmières. Mais peu de femmes travaillent ; les femmes d'ouvriers interviennent lors des grèves de leurs maris pour organiser le soutien matériel et moral ; elles font des grèves de la faim par exemple ; c'est une forme d'action de soutien très répandue au Pays basque. **LAURENCIA** — Oui, et la participation des femmes est assez importante dans les organisations d'extrême-gauche ; c'est ce qui explique le nombre d'emprisonnées politiques aujourd'hui, presque toutes militantes d'ETA V, du FRAP ou de la LCR.

La prison des femmes est à Alcalá de Henares et les conditions de détention sont réputées plus dures que dans les prisons d'hommes. D'ailleurs les femmes arrêtées sont presque toujours torturées. Eva Forest a pu faire passer un message dans lequel elle dit qu'elle a été violemment torturée. Ce ne sont pas les mêmes tortures que pour les hommes, c'est peut-être moins dur physiquement, et encore... mais le but pour les femmes est de les humilier, en tant que femmes. En plus, quand les journaux franquistes parlent d'une femme

arrêtée, c'est pour dire qu'elle vivait avec deux ou trois hommes dans le même appartement... ! C'est toujours l'image de la putain que le régime accole aux militantes.

Mère ou putain, c'est l'alternative habituelle dans une société d'oppression des femmes ; mais le franquisme a utilisé cette oppression et l'a approfondie.

LAURENCIA — Absolument. Le régime s'appuie sur toute une idéologie de la famille : la femme n'existe qu'en tant que mère ; c'est le culte de la mamma qui reste très fort. Il y a beaucoup moins de femmes qui travaillent qu'en France ; il faut dire qu'en Espagne, le chômage est permanent et que la situation des femmes au foyer permet au régime de ne pas donner de travail aux femmes et de réduire ainsi les risques d'explosion sociale. Avec cela, il y a autant, sinon plus de femmes qui émigrent à l'étranger ; évidemment, elles deviennent toutes femmes de ménage ou OS.

ISABEL — Le franquisme a mis en place toute une législation discriminatoire. La majorité civile est à 23 ans pour les femmes et 21 ans pour les hommes. Une femme ne peut faire aucun achat important sans l'autorisation du mari ; l'inverse n'est pas vrai. Le vote aux Cortes se fait par famille ; seul le chef de famille — l'homme — vote. Cela n'a pas beaucoup d'importance, car personne ne s'intéresse au vote pour les Cortes, mais c'est révélateur de l'idéologie du régime : seul un homme qui a fondé une famille est un citoyen à part entière.

LAURENCIA — La répression sexuelle à l'égard des femmes est incroyable.



Seule une femme mariée peut obtenir la pilule, et encore, si le médecin qu'elle consulte est d'accord ! Il y a à peu près autant d'avortements que de naissance chaque année en Espagne ; ce qui n'empêche pas les tribunaux de condamner à trente ans de prison toute personne ayant avorté ou ayant été complice. Les mères célibataires sont, bien entendu, violemment condamnées par la morale dominante ; de plus, on les oblige, à la clinique où elles ont accouché, à donner le nom du père de l'enfant ; parfois, elles donnent n'importe quel nom. Cela crée des imbroglios juridiques invraisemblables !

Avec cette situation d'oppression violente des femmes, le problème de la création d'un mouvement autonome de femmes, luttant contre cette oppression ne se pose-t-il pas ? n'est-ce pas ce qu'avaient essayé d'impulser Eva Forest et Lidia Falcon ?

ISABEL — Il est vrai que les conditions objectives existent : accroissement,

même limité, du nombre de femmes qui travaillent — scolarisation accrue des femmes (il y a de plus en plus d'étudiantes) ; mais il est vrai aussi que la radicalisation sur l'oppression spécifique des femmes touche essentiellement aujourd'hui les femmes de la petite-bourgeoisie, celles qui travaillent et qui ont une formation intellectuelle. Les ouvrières ont beaucoup de mal à rompre avec l'idéologie dominante, les tabous en vigueur ; il y a quelques temps, une campagne sur la contraception dans un quartier populaire de Barcelone a donné des résultats mitigés : les gens étaient choqués. De plus, la nature du régime politique fait que la répression serait très forte s'il y avait mobilisation sur ces thèmes.

La radicalisation sur le problème en est à ses débuts ; mais je crois que de plus en plus de gens, notamment à l'extrême-gauche, deviennent conscients de l'intérêt d'une propagande sur l'oppression des femmes et de la nécessité stratégique de l'auto-organisation des femmes.

DERNIERE MINUTE

Nous venons d'apprendre que la dictature espagnole a décidé d'inculper Eva Forest pour l'exécution de Carrero Blanco. Eva Forest risquait déjà la peine de mort pour son inculpation à propos de l'attentat de la Puerta del Sol. Le régime franquiste a décidé, aujourd'hui de

renforcer sa répression.

Pour Eva Forest, comme pour ses camarades, la solidarité doit redoubler. Burgos et la formidable campagne qui s'était alors développé avait sauvé Isko. C'est un devoir de recommencer dès maintenant pour les détenus espagnols.

LA CHASSE AUX PERSIFLEURS EST OUVERTE...

Fotolib



Dujardin

Une grève des magistrats dépendant de la chancellerie le 12 novembre, des réunions syndicales pendant le temps de travail dans plusieurs juridictions, des réunions d'information au niveau des cours d'appel, une réunion publique à Paris réunissant, outre le syndicat de la Magistrature, quasiment tous les syndicats policiers (CFDT, CGT, Fédération Monatte, Commissaires), les associations et syndicats d'avocats (SAF, MAJ), les confédérations syndicales CGT et CFDT, de nombreux syndicats du personnel administratif du ministère de la Justice et de l'Éducation, ainsi que les syndicats de journalistes, telles ont été les réactions à la suspension d'un juge d'instruction du tribunal de Lille, Hubert Dujardin, à qui le ministre de la Justice reproche d'avoir « violé le secret de l'instruction ». Seule l'Union Syndicale de la Magistrature (qui, il y a un an n'avait pas hésité à demander l'expulsion des « excités » de la magistrature) et l'Union Nationale Interuniversitaire (UNI), cette organisation progressiste bien connue..., se sont rangées du côté de Lecanuet. Le pouvoir a les alliés qu'il mérite.

Au tribunal de Lille, le parquet veille scrupuleusement à cette règle non écrite qui veut que les affaires « délicates » ne fassent pas de vagues. Or, des vagues, il y en a eu. Ainsi, lorsque les frères Dumortier, deux hommes d'affaires escrocs bien introduits dans la bourgeoisie locale, ont pu tranquillement passer en Suisse avec leurs économies, parce que le parquet avait tout simplement négligé de faire exécuter la peine qui les condamnait à deux ans de prison ferme. Ainsi, lorsqu'on a retiré des dossiers à un juge d'instruction trop curieux au point d'enquêter sur une affaire de proxénétisme qui risquait d'avoir des retombées gênantes dans le beau monde lillois. Au Palais de Lille, il est maintenant de notoriété publique que certaines affaires ne passent plus dans les mains de certains magistrats mis sur la touche : ce sont tous des membres du syndicat de la magistrature. Hubert Dujardin qui est officiellement sanctionné pour avoir reçu une journaliste, trois jours dans son cabinet d'instruction et l'avoir autorisée à en rendre compte, est membre du syndicat de la magistrature depuis sa fondation. A Lille, il était mieux placé que quiconque pour connaître ce qui se dissimule derrière ce fameux secret de l'instruction : une justice qui, comme le dit le Mouvement d'Action Judiciaire (MAJ) est « clémente pour les gros trafiquants, les promoteurs immobiliers, les dirigeants de sociétés, les délinquants d'affaires ».

PRATIQUES NOUVELLES

Il serait pourtant insuffisant de ne voir dans la réaction du pouvoir qu'une défense du secret de l'instruction. Ce secret est trop quotidiennement enfreint, y compris par le pouvoir lui-même, pour que la réaction outragée de Lecanuet n'apparaisse pas comme suspecte. Ce qui est en réalité visé, c'est le syndicat de la magistrature et tant qu'organisation ainsi que les

éléments de réflexion et les pratiques nouvelles qu'il a introduits dans le corps. Que la Cour d'Appel de Lyon condamne en 1969 la société Fiat à 1000 F d'amende et 300 F de dommages et intérêts pour entrave aux droits syndicaux et on dit que justice est faite. Que le délégué CFDT de chez Vittel licencié en juillet 70 pour fait de grève n'obtienne raison contre son employeur qu'en janvier 73, et on estime que l'affaire est réglée. Mais que les magistrats regardent avec sympathie une grève avec occupation comme celle de Lip, et le disent, ou bien qu'un autre — Hubert Dujardin, à Lille, déjà — assiste à une conférence de presse convoquée par la CFDT pour protester contre les contrôles patronaux exorbitants sur les congés maladie des travailleurs et on parle de manquement à l'obligation de réserve. Ce que ne supporte pas le pouvoir, c'est que des magistrats ne parlent plus comme lui et s'informent à d'autres sources que les siennes, remettant ainsi en question le conformisme d'un corps dont la passivité politique et sociale a toujours été d'une précieuse aide pour la bourgeoisie.

PROJETS INQUIETANTS

Ce gouvernement d'aristocrates a beau se dire libéral, il n'est pas prêt pour autant à ce que ses libéralités soient trop contradictoires avec ses intérêts de classe. Le climat politique et social s'annonce chargé. Il faudra bien — qui sait, peut-être vite? — affronter le mécontentement avec d'autres moyens que des discours. Dans une telle hypothèse, il n'est pas question de tolérer la moindre incartade au sein des corps centraux de l'appareil d'Etat. Sous un tel éclairage, la sanction d'Hubert Dujardin prend un relief tout particulier. Lorsqu'on la rapproche de l'affaire d'Europe N° 1, des manœuvres gouvernementales de toutes sortes autour des mass media, des déclarations tonitruantes de Poniatowski, on ne

peut qu'être frappé de certaines convergences visant à centraliser encore plus de pouvoirs dans les mains d'hommes réputés sûrs. Si l'on restreint son observation au seul champ de la Justice, le projet semble encore plus net. Tout se passe comme si les responsabilités normalement attribuées au ministère de la Justice étaient maintenant dévolues à celui de l'Intérieur. Ce n'est un secret pour personne qu'une série de « projets libéraux » (en matière pénale notamment) sont actuellement bloqués dans les tiroirs de la chancellerie, attendant le feu vert de l'Élysée. Lecanuet qui ne semble pas accorder à sa fonction de ministre de la Justice trop de son précieux temps, ne parle que lorsque la crise des prisons éclate. Mais Ponia, lui, parle et déclare : « Tirez à vue ». De même, lorsqu'on parle de « charte des libertés », c'est encore Ponia qui occupe le devant de la scène et réserve à ses policiers, il l'a répété au dernier congrès des commissaires, un rôle tout particulier pour la garantir.

Ajoutons à cela les opérations « coup de poing » dont la rentabilité strictement pénale est minime mais qui habituent la population aux gigantesques déploiements policiers, et, plus insidieusement, la bataille que livrent les services du ministère de l'Intérieur pour prendre le contrôle des fichiers informatiques normalement réservés à ceux de la Justice ; nous aurons ainsi un tableau à peu près complet.

Il y manque pourtant un détail d'importance : ce sont les réactions des fonctionnaires et des praticiens directement intéressés par les projets gouvernementaux. A l'appel du syndicat de la magistrature, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour protester contre la sanction frappant Hubert Dujardin et, pour la première fois, des magistrats français ont fait grève. C'est une date. Quant aux policiers, les trois organisations les plus représentatives de la profession se sont regroupées en intersyndicale qui demande la suppression des règlements limitant « l'exercice du droit syndical et les pouvoirs des représentants du personnel ». Et déjà une minorité significative d'avocats demande au 1er congrès du syndicat des avocats de France que ce dernier soit capable « d'offrir des perspectives d'ensemble qui montrent dès à présent qu'il envisage résolument l'avènement d'une nouvelle justice après la disparition du système judiciaire établi ».

G. MARION

(1) Depuis la chancellerie qui n'hésite pas à donner à certaines administrations les photocopies de dossiers pouvant les intéresser jusqu'au ministère des Finances dont on a vu des indiscrétions calculées devenir le support d'une stratégie politique.

QUE DEVIENT L'ASSASSIN DE PIERRE OVERNEY ?

Condamné le 13 janvier 1973 à 4 ans de prison, par la Cour d'Assises de la Seine, après moins de 2 ans d'une détention douillette, il vient d'être libéré le 29 octobre 1974.

C'est l'aboutissement naturel d'un constant régime de faveur.

En effet, 4 ans de prison pour le meurtre d'un gauchiste, c'est lourd.

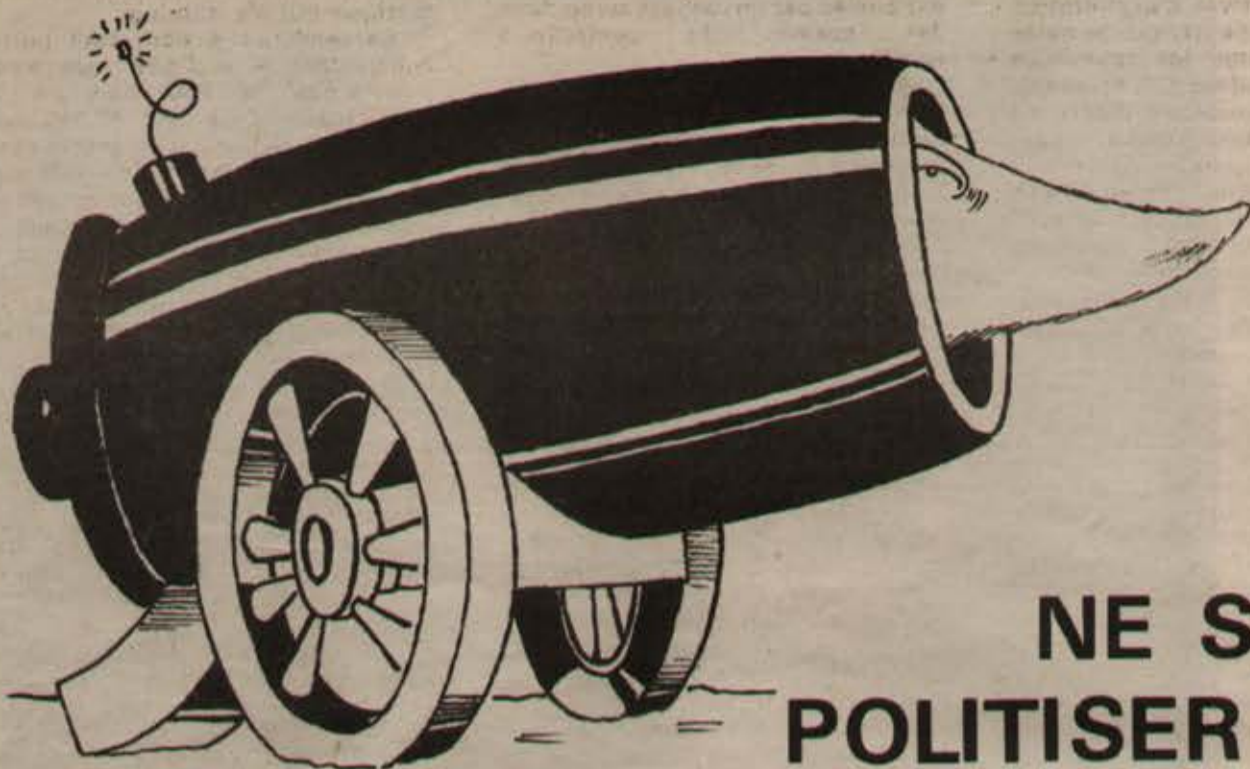
On s'est donc employé à alléger sa peine. On l'a installé à Fresnes, dans une maison d'arrêt (et non dans une maison centrale comme c'est la règle, s'agissant d'une peine criminelle) pour qu'il soit plus près de sa famille. Il a d'ailleurs de très fréquentes permissions de sortie pour aller la visiter (les autres détenus bien sûr ne bénéficient pas de ce privilège).

Mais le moyen le plus efficace pour réparer les errements de la Cour d'Assises était évidemment de diminuer la durée de sa détention. Grâce à l'active sympathie du juge de l'application des peines, M de Villers, et du directeur de la prison, M. Chazelas, Tramoni a très vite atteint le record des réductions de peine : tandis que le maximum légal est de trois mois pas années de prison, il réussit au bout de 16 mois (par le jeu de mytérieuses grâces présidentielles), à totaliser plus de 8 mois de remises gracieuses.

Auxquelles sont venus s'ajouter en dernier lieu, 4 mois de la grâce collective accordée par le président de la République pour récompenser les détenus restés « sages » lors des mutineries de l'été dernier. Au total un an.

Cela était encore insuffisant pour ceux, qui jugeant cette condamnation scandaleuse, voulaient sans plus attendre faire sortir Tramoni de sa prison. D'autant que le juge d'application des peines s'était ému des malheurs de ce respectable père de famille. Aussi, notre zélé magistrat — qui ne tarit pas d'éloges sur ce détenu modèle, criminel « occasionnel » — a-t-il envoyé avec toute la célérité nécessaire, dès avril dernier, le dossier de libération conditionnelle de Tramoni au ministère de la Justice (et alors même que le délai de mi-peine, à partir duquel un détenu devient légalement proposable à la liberté conditionnelle, n'était pas encore atteint). Et la décision évidemment favorable a été prise.

L'histoire de la détention de Tramoni est celle d'une véritable course entre la grâce et la libération conditionnelle.



TENDANCE 1

NOTRE TRAVAIL DE MASSE NE SE REDUIT PAS A POLITISER L'AVANT-GARDE

Ceux qui nous tirent en arrière et politiquement et organisationnellement sont ceux qui restreignent notre champ d'action à la seule avant-garde. Car, s'il est juste de porter la plus grande attention aux phénomènes nouveaux de radicalisation sur tous les terrains de lutte, nous devons prendre garde de ne pas être prisonniers d'eux, de leurs travers, de leurs insuffisances. Autant nous devons, sans sectarisme, apporter des réponses nouvelles et différenciées aux éléments avancés dans la classe ouvrière et dans la jeunesse, autant les marxistes révolutionnaires doivent maintenir une rigoureuse autonomie et indépendance d'analyse et d'action à leur égard. Nous devons montrer la voie du travail en direction des masses, en formulant les mots d'ordre et en mettant en œuvre les méthodes qui permettent de les mobiliser et de les organiser. Ceux qui s'enferment dans le projet simpliste de politiser et de conquérir l'avant-garde ne gagneront pas même des fractions des masses et, parce qu'ils ne gagneront pas de fractions des masses, l'avant-garde ne rejoindra pas leurs rangs.

Ainsi, clairement, nous sommes en désaccord avec ceux qui pensent que les marxistes révolutionnaires n'ont pas les moyens de construire autre chose que des « organisations d'avant-garde large et non de masse ». Pour nous, nettement, les comités Chili par exemple ou bien les comités pour la défense des soldats, les groupes femmes, les comités dans les lycées ou les CET ou les universités, peuvent avoir un réel caractère de masse ; et si jamais ces comités n'ont pas cette capacité d'organiser au minimum des fractions des masses, si par ailleurs ils ne regroupent que des éléments d'avant-garde et ne se constituent que sur des plate-formes et des initiatives inaccessibles à des éléments non politisés, alors de tels comités dits « d'avant-garde large » sont mort-nés ou condamnés à déperir. La ligne des marxistes révolutionnaires doit être d'agir pour éviter que de tels comités ou organisations (des organisations étudiantes ou lycéennes par exemple) ne regroupent que « l'avant-garde large ».

Autre exemple : une tendance syndicale ne saurait être seulement un « front des révolutionnaires » ou une amicale des différents groupements d'extrême-gauche auxquels se joindrait telle ou telle personnalité militante et quelques éléments en révolte. Une tendance syndicale doit viser à regrouper au-delà de l'avant-garde ouvrière de nombreux travailleurs syndiqués, des éléments combattifs ; elle doit viser à renforcer pratiquement les syndicats, travaillant notamment à la fusion syndicale. Tout regroupement de l'avant-garde ouvrière, s'il perdait de vue cet objectif, s'il renonçait à batailler pour la fusion syndicale, perdrait du même coup toute capacité à devenir une tendance de masse ; il se réduirait à un rassemblement de la gauche ouvrière dont la fonction finale serait de diviser la classe ouvrière au lieu de militer à son unité.

QUELLE « AVANT-GARDE » OUVRIERE ?

Pour comprendre cette orientation, il ne faut ni sous-estimer, ni sur-estimer les phénomènes de radicalisation actuels et il faut appliquer la méthode qui permet la progression d'un niveau de conscience à l'autre en unifiant la classe ouvrière.

1) Au sein des masses agissent des travailleurs combattifs que l'on voit se manifester dans les luttes et qui parfois peuvent être en rupture avec la pratique des directions traditionnelles mais qui ne remettent pas en cause le réformisme.

2) Les traditions de la classe ouvrière en France ont produit un nombre im-

portant de travailleurs avancés, militants syndicaux actifs, cadres des luttes, membres ou non d'organisations sociale-démocrates de type nouveau ou stalinien. Cette catégorie s'élargit dans les périodes de montée des luttes et des différenciations apparaissent en son sein. Ainsi se dégage une avant-garde ouvrière dont l'émergence est aujourd'hui favorisée par la haute combativité maintenue 6 ans parés mai 68 et par la double crise des directions bourgeoises et des directions du mouvement ouvrier traditionnel. Cette avant-garde ouvrière est une partie des travailleurs avancés, elle se pose la question de la rupture avec les directions réformistes sans être encore attirée par le pôle marxiste révolutionnaire. Cette avant-garde ouvrière ne peut être dissociée des travailleurs avancés car elle n'a aucune autonomie, aucune indépendance politique : elle est instable et hétérogène. A des degrés divers, elle est prisonnière du spontanéisme, du sectarisme, de l'infantilisme ultra-gauche, de l'ouvriérisme apolitique ou d'un syndicalisme primaire. Toutes les composantes de l'avant-garde ouvrière ne passeront de la révolte à la révolution que si le noyau marxiste révolutionnaire est à la hauteur de ses tâches et lui enseigne comment mobiliser les travailleurs avancés, les travailleurs combattifs, des fractions des masses. Fétichiser cette avant-garde ou l'isoler des autres travailleurs avancés ne ferait que créer un regroupement centriste où les tâches spécifiques des marxistes révolutionnaires s'estomperaient au profit d'un ensemble « marxistes révolutionnaires-avant-garde ouvrière ».

3) Or l'initiative des marxistes révolutionnaires et le programme qu'ils portent sont essentiels pour l'ensemble du processus de radicalisation, qu'il s'opère à l'extérieur ou à l'intérieur des organisations réformistes et stalinien. Si le processus à l'extérieur est déterminant, c'est à condition que le pôle M.R. soit assez fort pour pousser jusqu'à leur terme et rendre décisives les répercussions de ce premier processus sur celui qui se produit au sein des organisations traditionnelles.

TRANSFORMER L'AVANT-GARDE ET NE PAS S'ADAPTER A ELLE NI L'IGNORER

L'apparition d'une avant-garde ouvrière parmi les travailleurs avancés s'opère avec une telle diversité de formes que toute tentative de la caractériser globalement est impossible. Deux illusions doivent être combattues : celle qu'il s'agit d'une avant-garde révolutionnaire et celle qu'il s'agit d'une modification fondamentale des rapports de force au sein du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière. Parce que cette avant-garde charrie encore de nombreux éléments de conscience et d'idéologie petites-bourgeoises, les marxistes révolutionnaires ne doivent jamais cesser une éducation permanente de cette avant-garde par une polémique constante sur la stratégie révolutionnaire, le programme de transition, l'unité de la classe ouvrière, les alliances de classe, la construction du parti. Toute adaptation au plus grand dénominateur commun de cette avant-garde politiquement disparate est opportuniste, de même que toute tentative d'effectuer une « synthèse » entre les différents courants qui la traversent.

Mais, il ne faut pas tomber dans le travers inverse de méconnaître les phénomènes actuellement produits par la crise globale des rapports sociaux. Il faut aussi être attentif à capter tous les phénomènes de radicalisation sans se dissoudre en leur sein et à leur rythme. Il ne faut ni rejeter les éléments d'avant-garde disparates, ni vouloir les organiser de façon sectaire et « a priori » sur l'intégralité du programme de la IV^{ème} Internationale. Il faut comprendre que toute tentative de les structurer directement

autour de notre drapeau (dans des « fronts rouges » : front rouge lycéen, front rouge étudiant, front rouge des femmes ou front des groupes taupes rouges) ne peut que repousser l'avant-garde sans lui donner la moindre méthode, la moindre éducation en matière de travail de masse. Il résulterait de ces structures bâtarde une confusion fortement méséducative entre les tâches propres de l'organisation marxiste révolutionnaire et sa capacité à mobiliser, organiser des travailleurs combattifs, des fractions des masses à des niveaux de conscience différents. Il ne faut pas non plus heurter les sensibilités spontanées et confuses de cette avant-garde en lui imposant des formes organisationnelles auto-proclamées : il faut créer des cadres réels de travail unitaires, où en permanence toutes les composantes de cette avant-garde soient nécessairement confrontées aux masses. Ainsi, toutes les sortes de comités « conjoncturels », « ad hoc », « spécifiques », s'ils sont parfois nécessaires et inévitables, ont le plus souvent le grand défaut d'être des substituts velléitaires à un travail de masse qui ne serait pas vraiment pris unitairement en charge de façon opiniâtre. L'absence de projet, l'empirisme en matière de travail de masse, le refus de structurer sérieusement, en profondeur, tel milieu de travail (jeunesse lycéenne ou étudiante par exemple) sont aujourd'hui malheureusement une faiblesse de toute l'extrême-gauche française : cette faiblesse a pour conséquence une manipulation déformante des éléments les plus avancés des travailleurs avancés. C'est pour cela que les travailleurs conquis ne demeurent pas dans les rangs des révolutionnaires et ne font qu'y passer. En « décantant » systématiquement une « gauche ouvrière, étudiante, etc. », sans se soucier du travail de masse, un groupe comme Révolution ! est amené en permanence à jouer le rôle de diviseur et de manipulateur patenté.

Toutes sortes de thèses selon lesquelles « la cartellisation est inévitable » et selon lesquelles tout mouvement de masse permanent est impossible à cause de la division des révolutionnaires justifient aussi le renoncement à des batailles programmatiques non seulement pour gagner des fractions des masses, mais même pour gagner les éléments avancés de l'avant-garde ! Un exemple récent comme le succès des Comités Chili, pendant leurs six premiers mois, de septembre 73 à février 74, montre en positif ce qu'il est possible de faire dans un cadre unitaire permanent dépassant de loin les éléments d'avant-garde et l'extrême-gauche pour mobiliser des fractions significatives des masses, avec une volonté pratique affirmée de réaliser en France l'unité avec le mouvement ouvrier, avec le souci de défendre toutes les composantes du mouvement ouvrier chilien contre la junte de Pinochet.

UNE TRIPLE QUESTION ET UNE TRIPLE TACHE

Le FCR doit répondre à trois questions : que visent les marxistes révolutionnaires ? quelles méthodes ont-ils ? quel contenu à leur travail de masse ?

1) Pour gagner les éléments d'avant-garde, nous visons les masses : ceci implique l'élaboration rigoureuse de plate-formes et de tactiques adéquates qui jettent un pont entre l'actuel niveau de conscience et son mûrissement qualitatif dans le cadre de l'expansion des luttes. 2) Notre méthode consiste à nous lier, si possible en permanence, à des éléments dont le niveau de conscience est encore très différent du nôtre, à créer ou aider à créer des cadres organisés sur un thème précis, ou dans un milieu donné, permettant de démontrer à ces éléments que nous sommes capables en pratique de rassembler et de faire agir au

minimum certaines fractions des masses. 3) Enfin, à aucun moment nous ne cessons, sans les imposer comme préalable à l'action commune, de développer l'intégralité de nos mots d'ordre, de lier l'un à l'autre selon la méthode du programme de transition.

Nous luttons contre la division de la classe ouvrière, nous luttons pour l'unité du noyau marxiste révolutionnaire, des travailleurs avancés et de la classe dans son ensemble. Chaque fois que nous pouvons forcer les réformistes et les néo-réformistes stalinien à se faire les instruments d'une mobilisation des masses, nous devons en impulser les cadres organisés unitaires et en montrer les mérites aux yeux des travailleurs. Chaque fois que les bureaucraties ouvrières refusent l'unité de peur de voir le mouvement leur échapper, nous devons les dénoncer et favoriser activement l'auto-organisation des masses afin de faire la démonstration expérimentale, même limitée, de ce qui aurait été possible en plus puissant dans un cadre unitaire.

« Oui, mais, nous rétorquent nos contradicteurs, est-ce que cette volonté de s'adresser aux masses ne nous conduit pas au travers opportuniste qui consiste à écrire des plate-formes très larges ? De telles plate-formes ne résolvent nullement la question de l'unité et ne politisent pas davantage les éléments avancés qui aspirent à des mots d'ordre plus radicaux ». Cet argument ne tient pas : ce n'est pas le vote de plate-formes très « radicales » qui politisera les éléments de l'avant-garde qui militent avec nous sur tel ou tel terrain. Il ne s'agit pas de faire des plate-formes « larges » ou « étroites », mais adaptées. Même un mot d'ordre peut être réformiste ou révolutionnaire : cela dépend des forces par lesquelles il est porté et dans quelles conditions. L'élaboration d'une plate-forme doit tenir compte à la fois du niveau de conscience des masses et de la nécessité de le faire progresser : un exemple parfait récent peut être trouvé dans L'Appel des Cent — base possible pour un syndicat de soldats — signé par des soldats appartenant aux JC, JS, à la JOC, au PSU, à l'extrême-gauche, etc. « L'Appel des Cent » contenait pourtant des éléments (la solde au SMIC et la suppression des tribunaux militaires) qui constituaient déjà en eux-mêmes une rupture introduisant le débat avec les JC et poussant à aller plus loin dans la lutte contre le régime militaire actuel. La première plate-forme des comités Chili adoptée en octobre 73 est aussi un autre bon exemple.

Un mot d'ordre comme « Une seule solution, la révolution » est en apparence très radical et pourrait être crié dans beaucoup de comités, beaucoup de milieux — jeunes et ouvriers —, beaucoup de manifestations : il n'empêche que c'est un mot d'ordre creux et confus, d'un niveau à la fois maximaliste et primitif, dénué de toute portée réellement éducative. Il convient que les marxistes révolutionnaires mènent une bataille intransigeante sur les mots d'ordre afin que l'avant-garde avance ceux qui permettent l'élévation du niveau de conscience des masses et non pas ceux qui lui font plaisir ou ceux qui opèrent une synthèse entre ses conceptions politiques disparates. Cette bataille sur les mots d'ordre, c'est aussi une bataille pour une vraie politisation des éléments de l'avant-garde ouvrière : se « politiser » c'est apprendre à se tourner vers les masses, à faire parcourir à d'autres le chemin qu'on a déjà parcouru, c'est apprendre à être un « homme de masse », un militant communiste.

Ces tâches d'éducation des éléments les plus assoiffés de réponses politiques, elles doivent être menées à bien, sans relâche, de façon indépendante, au sein même des diverses organisations de masse, par les marxistes révolutionnaires, le FCR et ses comités rouges.

MISE AU POINT

Suite à la décision du Comité Central provisoire du FCR de rendre public le débat de préparation du congrès, une série de journaux se sont emparés de ces discussions avec des buts qui leur sont propres.

Le C.C. estime que la démocratie du débat est un acquis du mouvement communiste, l'utilisation de tribunes de discussion dans Rouge se situe dans le cadre de cette démocratie

TENDANCE 2

UNE CHANCE A SAISIR

Pour critiquer les dangers d'ouvriérisme dans la construction du parti révolutionnaire, les camarades de la tendance 3 partent d'un argument central: **la prolétarisation massive des classes moyennes**. Nous affirmons aussi que, dans les transformations sociales survenues depuis 1945, **la tendance générale à la prolétarisation de larges couches salariées, et non à l'apparition d'un nouvel acteur historique**, d'une nouvelle petite bourgeoisie, susceptible de rallier massivement la bourgeoisie contre le prolétariat. Et nous pensons que la conscience de classe prolétarienne naît de la résistance à l'exploitation capitaliste, et non de la conscience du caractère productif ou non du travail fourni. Il ne s'agit certes pas de points secondaires. Car ceux qui plaident la naissance d'une nouvelle classe sociale intermédiaire sont conduits à envisager de nouvelles étapes préalables à la révolution socialiste; ou à définir le PS, par exemple, comme l'expression politique d'une nouvelle petite bourgeoisie qui ne se serait jamais crue promise à un tel avenir historique.

MARQUER LES LIMITES

Mais, sous peine de dissoudre totalement et d'esquiver ainsi le problème des alliances de classe, il importe de bien marquer **les limites** de cette tendance à la prolétarisation. On risque sinon de spectaculaires dérapages. Ainsi, (pour ne parler que de leurs tribunes), les camarades de la tendance 3, ont réussi à écrire dans Rouge N° 268: « **Mai 68 a été déclenché par un mouvement étudiant qui ne s'est pas limité à être un détonateur mais qui s'est comporté comme avant-garde tout au long de la crise, y compris quand 9 millions de travailleurs faisaient grève** ». Il suffit de voir le film de documents sur Mai 68 actuellement projeté pour mesurer la fausseté d'une telle formule. Précisons donc.

D'une part, une partie importante des nouvelles couches salariées (ingénieurs, techniciens et cadres), tout en s'intégrant au travailleur collectif, remplit un rôle de surveillance et d'encadrement, qui en fait un auxiliaire du patronat dans l'exploitation des travailleurs; c'est à ce titre que l'on peut parler d'une nouvelle petite bourgeoisie dans l'entreprise et dans certains appareils d'Etat. La polarisation entre bourgeoisie et prolétariat traverse chaque fraction de la petite bourgeoisie, poussant une partie dans le camp du mouvement ouvrier, inégalement selon les diverses fractions. Il dépendra d'une **juste politique d'alliance** du mouvement ouvrier de rassembler autour du prolétariat une base sociale assez large pour défaire la bourgeoisie, détruire son état et jeter les bases d'une société socialiste.

D'autre part, on ne peut pas dire que les couches nouvellement prolétariées partagent d'emblée

ouvrière. Notre débat traverse toute l'organisation dans son ensemble, y compris sa direction provisoire. Malgré les tentatives d'exploitation qui sont faites à l'extérieur de notre mouvement, toutes les tendances signataires travaillent à la construction, au renforcement, à l'unité du FCR et de la IVème Internationale.

Le débat que nous avons est une démonstration de la force du FCR et de ses capacités d'appliquer le centralisme démocratique. Nous ne renonçons pas à informer de nos débats toutes les composantes du mouvement ouvrier, toute la presse. Cependant, personne ne peut prétendre avoir des sources particulières d'information en dehors du contrôle de la direction du FCR qui est la seule instance habilitée pour donner des informations sur les débats aux autres organisations et à la presse.

Paris le 12 novembre
Tendances 1, 2 et 3.

A l'occasion de la publication conjointe des tendances 1, 2 et 3, la tendance 4 tient à confirmer avec force

l'histoire du prolétariat, de ses luttes, de ses organisations, et que le développement de leur conscience suive immédiatement l'évolution de leur situation sociale. Elles demeurent l'enjeu d'une bataille visant à les rallier au mouvement ouvrier. Dans cette bataille, la bourgeoisie, cherche à perpétuer et exploiter les divisions (entre travail manuel et travail intellectuel, par exemple), pour retenir à elle certaines couches objectivement poussées dans les rangs du prolétariat. En effet, si le processus massif de prolétarisation n'était pas inégal et contradictoirement assumé dans certains secteurs, le problème de la révolution serait pratiquement réglé.

Nous devons souligner que, si le prolétariat se révèle incapable de répondre aux espérances des couches qui se tournent aujourd'hui vers lui, de les unir en un vaste front anti-capitaliste, et de leur ouvrir une vaste perspective révolutionnaire, alors les alliés possible se détourneront de lui. Rien ne serait plus dangereux que de considérer le rassemblement autour du prolétariat de toutes les victimes du capital, comme inéluctable et irrévocable. Cela conduirait au fatalisme et à l'attentisme béats.

CONSTRUIRE SUR DU ROC

D'où l'importance de la deuxième question dans ce débat: pour unifier la classe ouvrière, pour souder autour d'elle les alliances nécessaires, y a-t-il des nœuds stratégiques, des points d'appuis privilégiés? Nous répondons oui. Et l'enjeu du débat ne se limite pas à savoir, comme le suggère la tendance 3, s'il y a des secteurs plus ou moins efficaces pour paralyser l'Etat bourgeois en cas de grève générale.

Le problème vient de ce que la phase récente de développement capitaliste a abouti à la croissance du prolétariat non directement productif (commerce, banques) et à la prolétarisation de nombreux employés de l'Etat, dans le cadre de l'Etat fort. Alors, prenons un exemple. Le mot d'ordre de « contrôle ouvrier sur la production » est un maillon fondamental de la stratégie de transition parce qu'il remet en question le fondement même de la société capitaliste: l'appropriation privée des moyens de production. Or, nous savons d'expérience les problèmes que soulèvent les luttes dans les institutions: quel sens aurait pour le technicien prolétarié de l'ORTF le mot d'ordre de « contrôle du personnel sur l'Office », sinon un sens dangereusement corporatiste.

Les camarades nous répondent que dans toute entreprise de l'industrie lourde, le contrôle ouvrier et la grève active ont également leurs limites, qu'ils supposent un plan démocratiquement élaboré à l'échelle nationale. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit: une différence fondamentale subsiste entre une entreprise de production et une institution (scolaire, hospitalière, d'information). Pour lutter contre le capital, nous cherchons à unir tout le prolétariat

sa volonté de préserver par tous les moyens l'unité de la IV^e Internationale et de ses sections nationales par un respect scrupuleux des normes du centralisme démocratique.

De ce point de vue, elle tient à manifester son désaccord avec la forme prise par la publicité dans « Rouge » du débat interne au F.C.R. La publication de tribunes libres de tendances chaque semaine dans « Rouge » encourage l'exercice de toutes sortes de pressions externes, notamment de la part d'organisations adverses sur les militants du FCR qui, dès lors, ne se prononceraient plus seulement par rapport à la rigueur des positions qui s'affrontent, mais aussi par rapport à l'écho plus ou moins favorable que rencontrent telle ou telle position dans l'entourage direct de l'organisation et dans sa base sociale actuelle. La publication de telles tribunes libres concourt donc à diluer les frontières politiques et organisationnelles de l'avant-garde communiste et au développement de tendances fractionnelles. Par ailleurs, la tendance 4 exprime son désaccord avec la façon dont le

exploité, sans discrimination; et ce n'est pas parce que le capital impose à des prolétaires des tâches stupides ou inutiles (dans la publicité par exemple), qu'ils sont rejetés du combat commun, bien au contraire. Mais dans la société de transition, après la destruction de l'Etat bourgeois, l'utilité sociale des travaux sera définie par un plan collectivement et démocratiquement élaboré. Une série de tâches non productives et de professions s'en trouveront éliminées: **les institutions commenceront à dépérir**, l'école au profit d'une éducation de plus en plus socialisée, l'information hypercentralisée au profit de la communication entre groupes sociaux.

Autrement dit, certaines couches salariées sont appelées à diminuer ou disparaître. Ce qu'elles seront prêtes à comprendre et accepter, à condition qu'un mouvement ouvrier révolutionnaire leur montre concrètement, à partir des luttes actuelles, les brouillons d'une toute autre société possible. Mais cela supposerait l'existence d'un fort pôle révolutionnaire au sein même des bastions du prolétariat productif.

Plus généralement, si le caractère productif du travail n'est pas le critère de définition de la classe ouvrière, il n'en demeure pas moins que le prolétariat productif occupe une place centrale privilégiée, au sein du prolétariat dans son ensemble. Ainsi, pour nous, dès les premiers pas de la société de transition au socialisme, la réduction massive du temps de travail sera posée comme une priorité des priorités; parce qu'elle est la condition indispensable pour que les travailleurs aujourd'hui astreints aux tâches les plus dures (OS, manœuvres) aient le temps, le goût et les moyens de prendre leurs affaires en mains, et ne se transforment pas en piétaille de quelque bureaucratie. Certaines couches d'intellectuels salariés ou de techniciens peuvent défendre d'autres priorités (développement de la consommation, allongement des vacances); parce que la pénibilité du travail ne pèse pas sur eux de la même façon. C'est pourquoi, il faudra vraisemblablement fixer un quota dans les organes centraux de planification et dans les conseils ouvriers, qui assure une majorité absolue aux travailleurs productifs par rapport aux employés, techniciens, ingénieurs.

Il ne s'agit pas là d'une préoccupation purement futuriste. Mais d'une question qui a dès maintenant des implications concrètes.

DES CHOIX ACTUELS

En effet, la tendance 3 insiste sur le fait que des fractions de classe n'engendrent pas mécaniquement des idéologies politiques particulières. A quoi nous répondons qu'aujourd'hui, **en l'absence d'un fort pôle révolutionnaire dans les gros centres industriels**, les employés et les intellectuels salariés, même prolétariés peuvent nourrir certaines idéologies

débat interne a été présenté dans le N° 271 de « Rouge » et avec la conception du centralisme démocratique qui s'y exprime.

La tendance 4 tient tout particulièrement à souligner que c'est précisément à l'occasion de la publication dans le N° 150 de « Politique-Hebdo » d'un article consacré au débat interne du FCR que les tendances 1, 2 et 3 ont décidé de publier le communiqué ci-dessus.

Dans cet article, la tendance 4 est caractérisée de façon scandaleuse comme « très minoritaire (?) » et s'apparentant au trotskysme « lambertiste ». Cet article ayant été rédigé sur la base des tribunes libres parues dans « Rouge » et d'entretiens avec la direction nationale et les représentants des tendances 1, 2 et 3, la tendance 4 considère que la direction nationale du FCR est largement responsable de cette rupture ouverte et indiscutable du centralisme démocratique.

C'est pour ces raisons que la tendance 4 a tenu à publier un communiqué distinct de celui des tendances 1, 2 et 3.

Tendance 4 13.11.74

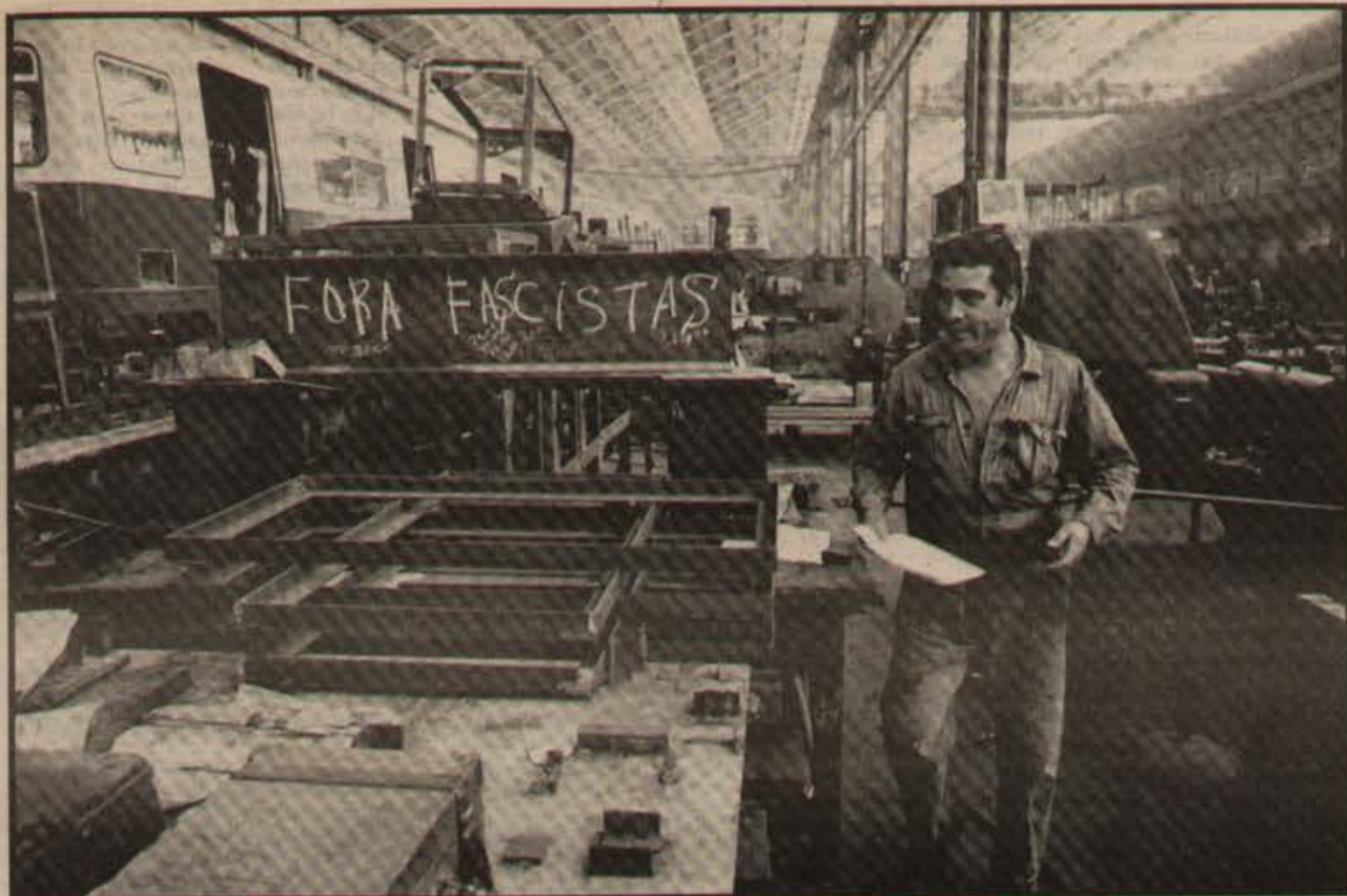
politiques. Car, au lieu de rencontrer un mouvement ouvrier révolutionnaire résolu, ces nouveaux prolétaires rencontrent un puissant mouvement ouvrier réformiste et électoraliste qui cultive les différences et les divisions au sein de la classe (respect de la hiérarchie, augmentations en pourcentage, syndicalisation spécifique des cadres) et défend en tant que telles les institutions liées à l'appareil d'Etat (démocratisation de l'Ecole, de la justice, de la police...).

Lorsque les camarades de la tendance 3 disent que les courants réformistes ou centristes ne sont pas des produits naturels ou inévitables de telle ou telle couche sociale, nous sommes d'accord, mais nous en précisons les conditions. Ce n'est pas inévitable à condition que nous apportions des réponses programmatiques correctes, dans une perspective révolutionnaire.

Certes. Mais aussi, à condition que nous soyons capables, par notre implantation dans les grands centres industriels, dans les grandes concentrations ouvrières, d'offrir une référence pratique aux couches nouvellement prolétariées. A condition de pouvoir incarner concrètement à leurs yeux, **même de façon limitée, la voie révolutionnaire de la lutte de classe**. La réponse programmatique est nécessaire mais pas suffisante. Si la deuxième condition n'est pas remplie, on n'empêchera pas les oscillations de couches qui sont l'enjeu d'une bataille entre la bourgeoisie, les partis ouvriers réformistes et les communistes révolutionnaires. Personne dans notre organisation ne s'est plaint d'une trop forte implantation dans la Santé, les banques, les PTT. Nous en sommes loin. Mais les luttes actuelles mettent en évidence de façon criante notre trop faible implantation dans la métallurgie ou dans la SNCF. Qu'on imagine seulement ce qu'aurait pu produire la semaine passée un rapport de force entre révolutionnaires et réformistes qualitativement différent dans la SNCF!

On ne peut pas se contenter de répondre comme le font les camarades de la tendance 3: « **Les bastions qui se trouvent être historiquement les secteurs de la classe organisés par les stalinien de façon traditionnelle seront en général les derniers à être gagnés à notre audience** » (Rouge N° 271). Et d'attendre que ces derniers bastions tombent d'eux-mêmes. Parce que le prolétariat productif constitue un enjeu stratégique central et parce qu'il reste largement encadré par la bureaucratie stalinienne. Nous ne pouvons pas attendre de glisser naturellement de la périphérie vers le centre, selon la pente de plus grande facilité: nous devons faire un effort particulier pour investir ces bastions. Tous les prétextes socialologiques à un renoncement sur ce terrain nous désarmeraient face aux prochaines échéances de la lutte des classes. C'est en quoi les arguments de la tendance 3 nous tirent dangereusement en arrière.

tendance 2



DEBUT DE LA CAMPAGNE ELECTORALE ET GRANDES MANOEUVRES DE L'IMPERIALISME

C'est une nouvelle période politique qui s'ouvre aujourd'hui au Portugal. La publication d'une nouvelle loi électorale, la polémique entre les trois grands partis (PC, PS et PPD), le débat au sein du MFA marquent le début de la campagne électorale. C'est dans ce contexte politique qu'il faut inscrire les nouvelles grandes manœuvres de l'impérialisme US. Après la Cordillère, le sieur Kissinger a désormais les yeux rivés sur les eaux bleues du bassin Méditerranéen menacé par la subversion (Grèce, Italie, Espagne et surtout Portugal).

La nouvelle loi électorale est relativement avancée par certains de ses aspects : le droit de vote est accordé aux majeurs de 18 ans et les émigrants (travailleurs émigrés principalement) pourront participer au scrutin de mars 75. Mais les modalités d'élection qu'elle décrit montrent toutes ses limites et surtout, ses ambitions cachées.

Il s'agit soi-disant d'un scrutin à la proportionnelle (c'est-à-dire où le nombre de sièges de députés de chaque parti est directement proportionnel au nombre de voix obtenu nationalement). Mais cette règle de proportionnalité est battue en brèche par plusieurs dispositions :

1. — La proportionnelle sera appliquée non au niveau national, mais par circonscription. Ainsi, par exemple, un parti qui n'a pas assez de voix pour avoir un député dans telle zone perd le bénéfice des voix qu'il a tout de même recueillies : il est facile d'imaginer que cette mesure permet de neutraliser. Dans de très nombreuses circonscriptions rurales, les voix qu'obtiendra le PC — sans doute insuffisantes pour avoir un député mais qui, additionnés au niveau national lui assureraient une représentation parlementaire plus nombreuse — seront neutralisées.

2. — De plus, le système de décompte des voix pour la répartition des sièges (système dit de Houdt) favorise les plus petits des grands partis. Ainsi, par exemple, si, dans une circonscription, les partis A, B et C obtiennent respectivement 60.000, 30.000 et 15.000 voix, pour 5 sièges à pourvoir, ce mode de décompte assure deux sièges au parti A, 2 au parti B (deux fois moins de voix) et un au parti C.

Dans l'état actuel du champ politique portugais, où les trois grands partis sont le PC, le PS et le PPD, il est clair qu'un tel mode d'élection favorise le petit parti bourgeois de Sa Carneiro, le PPD qui est le plus faible des trois. Vu que, dans chaque circonscription, c'est le parti électoralement le plus fort qui perd « proportionnellement » le plus, il est clair que c'est le PC, vue l'extrême concentration géographique de la classe ouvrière portugaise, qui peut faire les frais de cette opération.

Seuls peuvent se présenter aux élections les partis reconnus officiel-

lement (c'est-à-dire qui ont apporté la preuve qu'ils avaient 15.000 adhérents au moins) et aucun parti ne pourra avoir de député, même dans une circonscription où il arrive en tête, s'il n'obtient pas 5 % des voix au niveau national. Ces deux dernières mesures ne sont pas anodines. Tant s'en faut : en interdisant de fait à l'extrême-gauche d'utiliser la tribune électorale, voire le cas échéant la tribune parlementaire (toujours possible avec une proportionnelle nationale) la nouvelle loi électorale vise à marginaliser et isoler politiquement l'extrême-gauche révolutionnaire.

Elle permet aussi (règle des 5 % et des 15.000 adhérents) d'éviter que les courants centristes au sein du PS ne présentent des listes autonomes. La loi électorale permet la désignation des candidats par les instances supérieures de chaque grand parti.

Enfin, cette loi électorale, qui ne laisse qu'à trois ou quatre grands partis la possibilité d'être représentés au parlement a objectivement une autre fonction. Celle d'obliger toutes les fractions d'une bourgeoisie divisée et éclatée à se regrouper derrière un ou deux pôles électoraux crédibles. La nouvelle loi électorale, vu l'enjeu que représente le scrutin de mars 75, favorise une accélération des rythmes de recombinaison d'un parti bourgeois crédible, qui sera « centriste » ou « libéral ».

LE DEBUT DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

Cette loi électorale qui favorise les partis moyens plus que les partis forts, a relancé la querelle entre le PS, le PPD d'une part et le PC d'autre part sur l'avenir du MDP, le Mouvement démocratique portugais, qui avait servi de paravent électoral aux trois partis sous le régime Caetano. Le PC, qui est influent au sein du MDP, veut que celui-ci se transforme en parti et se présente aux prochaines élections. L'avantage serait double : à la fois retourner une loi électorale faite pour le relativiser et pouvoir contrer l'inégalité de développement de conscience, la coupure qui existe entre la ville et la campagne, entre la classe ouvrière et la paysannerie qui n'est pas totalement débarrassée

depuis le 25 avril de tous les préjugés réactionnaires et anticommunistes inculqués par la dictature et l'Eglise.

De fait, le PPD et le PS, qui veulent la disparition progressive du MDP ont parfaitement compris l'enjeu de cette question. La polémique très violente qui les oppose au PC sur l'avenir du MDP n'est pas une péripétie, un accident de parcours. Il s'agit pour eux de briser cette tentative dans l'œuf en discréditant aux yeux des masses les moins politisées le MDP « manipulé par les communistes ». Cette polémique marque de fait le début de la campagne électorale.

Mais l'approche de cette échéance politique détermine aussi une série de débats au sein du Mouvement des Forces armées lui-même. D'autant que le MFA est amené à jouer un rôle de plus en plus important, avec l'investissement croissant de ses membres dans les rouages sociaux et économiques de la vie portugaise.

L'AVEUGLEMENT DU PC

Dans ce contexte, il faut dénoncer le rôle criminel du PC qui, lors de son dernier congrès, il y a un mois, a fait du programme du MFA son propre programme, tandis que son secrétaire général Alvaro Cunhal réembouchait les trompettes qui ont fait sa renommée en expliquant que les tâches de l'heure étaient la bataille de la production et la lutte contre le « radicalisme petit-bourgeois de façade socialiste ».

Ainsi, le PCP a été le premier parmi les loups à hurler à la mort contre les militants du MPPP qui, il y a dix jours, se sont opposés physiquement à une manifestation d'un groupuscule de droite, le CDS. Forts de cette attitude « responsable » du PCP, toutes les autres formations y compris le MFA, ont suivi. Et des militants d'extrême-gauche sont aujourd'hui en prison, attendant leur jugement, pour s'être opposés à une résurgence de la droite.

KI — CIA — NGER

La période politique ouverte par le début de la campagne électorale va être cruciale pour l'avenir du Portugal. Kissinger l'a compris. Dans une interview à « newsweek », publié il y a trois semaines, le chef de la diplomatie américaine montrait que le Portugal, comme le Chili dans la période précédente, était au cœur de ses préoccupations. Pas besoin de faire un dessin.

Kissinger vient d'envoyer le général Vernon Watters, chef adjoint de la CIA, en « mission spéciale » à Lisbonne où il a déjà séjourné au début d'août. Résultat immédiat de la visite : le renvoi

de l'ambassadeur US au Portugal, accusé d'avoir présenté une vue trop « rassurante » de la situation portugaise. Quant à Vernon Watters, chargé désormais de la péninsule ibérique. Ce n'est pas un débutant : c'est lui qui a organisé le coup d'Etat de 64 au Brésil. Depuis la chute de la dictature militaire en Grèce, les avatars de la bourgeoisie italienne, la montée des périls pour l'impérialisme en Espagne et l'évolution de la situation portugaise, Watters est à ce poste.

D'autant que le Portugal joue un rôle-clé dans l'OTAN, avec la base américaine des Açores et la présence au Portugal du centre de communication de l'OTAN. Déjà, les deux tentatives de coup d'Etat institutionnel, celle de Palma Carlos (suite à des entretiens téléphoniques avec Kissinger) et celle de Spínola le 28 septembre, à la préparation duquel ont participé des agents de la CIA, montrent à l'évidence que l'impérialisme US n'entend pas rester les bras croisés.

Il est clair que l'impérialisme US reviendra à la charge. Willy Brandt, antenne de la PIA et inconditionnel de la politique US vient de déclarer à Jean Daniel qu'il avait obtenu « l'assurance des « autorités » américaines (il ne précise pas lesquelles mais ce n'est pas difficile à deviner, vus ses liens d'amitiés avec Vernon Watters) qu'il n'y aurait pas d'intervention à la Chilienne, sauf situation exceptionnelle ». Il semble pour le moins que la CIA la prépare, cette situation exceptionnelle qui vient de transformer Madrid en base arrière de son intervention dans la péninsule ibérique (le sixième étage de l'ambassade US semble se révéler trop étroit pour les 200 agents de la CIA arrivés dans les derniers mois). Selon d'autres informations de la presse, un nombre impressionnant d'agents américains débarque actuellement à Lisbonne dont plusieurs spécialistes ayant fait leurs preuves au Chili. Parmi eux, des Brésiliens (pour des facilités de langue) du SNI, le service d'information de Brasilia, étroitement lié à la CIA.

L'O.T.A.N.

Dès lors, la question de l'OTAN devient une question-clé. D'autant que c'est en ce moment que se déroulent les négociations pour reconduire la concession de la base américaine des Açores. Les réunions de l'OTAN peuvent être le canal privilégié par lequel l'impérialisme peut tenter d'organiser les secteurs les plus réactionnaires et anti-communistes des forces armées pour préparer un coup d'Etat en cas de victoire de la gauche aux élections de mars 75.

On comprend mieux l'importance vitale que revêt aujourd'hui la rupture des liens avec l'OTAN, la poursuite de l'épuration de l'armée et la constitution de comités de soldats aptes à préparer l'armement massif des travailleurs contre toute tentative factieuse. Quand on voit le général Costa Gomes, nouveau chef de l'Etat, ami intime de Spínola et membre du Commandement supérieur de l'OTAN de 54 à 56 mener des « conversations franches et amicales » avec le président Ford et le même Costa Gomes faire à Jean Daniel un éloge chaleureux de Caetano, ex-chef du régime fasciste « homme lucide et de tempérament plutôt libéral (sic) » ; quand il poursuit : « il aurait pu tout faire à notre place... l'histoire fait de ces gâchis... », il est évident que l'impérialisme US compte sur ses « amis fidèles » au sein des Forces armées hétérogènes, capables le moment venu de jouer les Pinochet en cas de situation « exceptionnelle ».

La tâche principale du moment est donc, comme le soulignent nos camarades de la Liga Comunista Internacionalista du Portugal, la formation d'un front uni de toutes les organisations ouvrières et de tous les travailleurs dans la lutte contre le capitalisme et la réaction. Il est urgent de constituer des comités de vigilance anti-fascistes dans les usines, les quartiers, les écoles et les casernes. Dans cette lutte, il n'y a ni trêve, ni pause : ou le prolétariat écrase la réaction, ou la réaction locale et l'impérialisme écraseront le mouvement ouvrier, comme au Chili.

C. ROSSI
M. ROVERE

EN AVANT DANS LES LUTTES

Lorsque le contrat social fut annoncé dans le but de résoudre l'énorme crise économique et sociale à laquelle devait faire face la classe dominante britannique, ni la bourgeoisie ni la classe ouvrière ne furent impressionnées. Et avec raison : entre avril et août de cette année, 3,5 millions de jours de travail ont été perdus dans les grèves.

Aujourd'hui, le patronat britannique doit faire face à deux dangers imminents pour lui : un manque de charbon et une tradition de combativité et d'unité présente parmi les mineurs depuis des années.

La riposte des mineurs s'est effectuée après que la commission des Charbonnages ait présenté un plan prévoyant un effort plus grand de l'extraction du minerai. Ce système serait basé sur une compétition entre les puits. Les gagnants recevraient des salaires supérieurs à ceux des perdants. Un vote devait avoir lieu le 13 novembre, pour rejeter ou accepter cette proposition.

Le NUM (National union of miners) est sur ce point divisé. Les ouvriers du Yorkshire, traditionnellement les plus militants y sont fermement opposés.

Si les « Gueules noires » partent en lutte, il paraît évident qu'ils seront suivis pas d'autres secteurs de la classe ouvrière.

La bourgeoisie réalise fort bien le danger d'une telle situation. Elle connaît les nouvelles formes de luttes du prolétariat (piquets volants, etc.) C'est pour ces raisons que l'on peut s'attendre à une répression contre tout ce qui bougerait.

LA SITUATION DANS LA CLASSE OUVRIERE

Durant les semaines passées en Ecosse, 300.000 ouvriers ont fait grève tandis que 100.000 y étaient indirectement mêlés. Les instituteurs ont joué dans les faits, un rôle d'avant-garde au cours de leur arrêt de travail « illégal » pour une augmentation de 15 livres. Et ils n'ont toujours pas repris. Ils ont impulsé un comité d'action avec des structures organisationnelles exemplaires.

Parallèlement, les camionneurs utiliseraient des piquets volants afin d'empêcher des services parallèles de

distribution de fonctionner. Les ouvriers des fabriques touchées discutèrent avec les grévistes afin que ceux-ci fournissent un minimum de matériel empêchant ainsi les patrons de décréter un chômage technique.

Il y eut aussi les grèves des conducteurs de métro de Glasgow, des balayeurs de l'usine de Hoovers.

Dans le contexte, l'intervention des révolutionnaires est cruciale. La bourgeoisie, divisée sur les problèmes du Marché commun, de l'Irlande tente de structurer une formation de droite qui en appellerait au patriotisme de la classe ouvrière. Mais derrière cela, il y a une menace réelle : la classe dominante est prête à écraser les travailleurs en lutte non seulement grâce aux nouvelles lois répressives mais aussi avec l'aide de l'aile armée de l'Etat.

LE COMBAT DES ANTI-RACISTES ET DES ANTI-FASCISTES

Le 8 novembre, date anniversaire de la révolution d'octobre, l'International marxist group (section anglaise de la IV^e Internationale) organisait un meeting portant sur la situation actuelle.

700 personnes participaient à cette réunion au cours de laquelle, J. Ross de l'IMG et A. Krivine du FCR prirent la parole. Les camarades réaffirmèrent l'importance de leur intervention dans les luttes à venir, l'urgence de la mise en place de formes de luttes démocratiques et avancées. Ils affirmèrent le besoin d'unité de la classe ouvrière pour imposer un gouvernement des travailleurs basé sur les organisations démocratiques de la classe ouvrière.

CONTRE LA TORTURE EN R.F.A.

La nouvelle de l'exécution par un commando, déclarant appartenir à l'organisation de reconstitution de la RAF (Fraction Armée Rouge) du président du Tribunal de Grande Instance de Berlin, von Drenkmann ne pourrait servir à une intensification du climat de pogrom vis-à-vis de ceux qui se réclament de la lutte anti-impérialiste dans les métropoles ou la soutiennent. Il n'est pas question d'oublier, ne serait-ce qu'un instant, le meurtre du prisonnier Holger Meins et le fait que les tortures infligées depuis plus de trois mois aux prisonniers politiques constituent une forme scientifique et planifiée d'extermination physique d'opposants considérés par le système comme particulièrement dangereux (...)

Afin de détruire jusqu'à l'idée même de lutte armée dans les métropoles de l'impérialisme, le système se révélait sous son vrai visage : celui du tigre assoiffé de sang et mettant en branle un appareil de répression jusqu'alors inconnu en Europe occidentale.

Le juge von Drenkmann était le magistrat le plus haut placé dans l'appareil judiciaire à Berlin-Ouest. C'est dans cette ville qu'était assassiné en 1972 Georg von Rauch de plusieurs balles tirées dans le dos par des membres d'une police dont le contrôle était la tâche de von Drenkmann. C'est également la justice de Berlin-Ouest qui est responsable de l'état critique de la prisonnière Katharina Hammerschmidt, laissée délibérément sans soins alors que les médecins de l'administration de von Drenkmann avaient décelé une tumeur maligne au poumon, fautes de

soins, celle-ci n'est plus opérable.

La grève de la faim menée par une centaine de prisonniers depuis le 15 septembre et à laquelle participe encore une trentaine de prisonniers est justement le moyen de résister aux conditions de détention destructives, visant à exterminer les prisonniers et ce que politiquement ils représentent, la démonstration par la pratique du fait que l'impérialisme s'il est aujourd'hui un tigre assoiffé de sang est vu globalement comme un « tigre en papier » vulnérable.

Actuellement, plusieurs prisonniers sont en danger de mort, ils sont souvent nourris de force sous une surveillance médicale plus que dérisoire. C'est ainsi que, bien que des avocats d'Holger Meins aient porté plainte dès le 30 octobre et réclamé une surveillance médicale par des médecins extérieurs à la prison, rien n'a été fait. Le jour même de la mort d'Holger Meins, son avocat, devant son état critique, réclamait le médecin, la direction de la prison lui fit répondre que cela ne serait possible qu'après le week-end, lundi.

Les prisonniers de la RAF sont décidés à poursuivre leur grève de la faim jusqu'à la suppression de la torture par l'isolement et des conditions de détentions meurtrières différentes et séparées des autres prisonniers. Nous appelons à la constitution de commission d'enquêtes afin d'empêcher l'extermination des prisonniers de la RAF.

COMITE CONTRE LA TORTURE
DES PRISONNIERS POLITIQUES
EN R.F.A.



APRES LA MISE EN PLACE DU PLAN D'AUSTERITE

La guerre d'octobre 1973 a coûté très cher à Israël. Les dépenses dues à l'effort militaire direct a été l'équivalent du produit national brut de l'Etat hébreu. La crise économique a amené le gouvernement à prendre des mesures d'austérité brutales.

L'économie israélienne est entièrement dépendante de l'afflux d'argent récolté aux Etats-Unis et en Europe auprès des communautés juives. Cet argent sert à maintenir un niveau de vie artificiel pour les juifs d'origine occidentale (Ashkenazim). Malgré la guerre, ces subsides ne sont pas arrivés assez massivement.

La crise latente des 3 principaux secteurs industriels (agriculture, bâtiment, armement) a été augmentée par le retrait de la production de 250.000 à 300.000 soldats pendant plus de 6 mois.

LE PLAN DU GOUVERNEMENT RABIN

Pour faire face à la crise, le gouvernement impose 43 % de dévaluation de la monnaie, le doublement ou triplement du prix des produits de première nécessité (pain, sucre, huile, beurre, lait) et du gaz, eau, électricité à usage domestique et non industriel. Il bloque les salaires, l'importation des appareils électro-ménagers.

Ces mesures attaquent fondamentalement les plus déshérités.

Ces coups ne sont pas les premiers. Déjà après octobre 73, l'indice des prix avait marqué + 40 %. Des comités contre la vie chère s'étaient formés mais avaient eu une vie éphémère.

LE MOUVEMENT DE PROTESTATION ACTUEL

A l'annonce des mesures, des manifestations se sont déclenchées dans les quartiers pauvres de Tel'Aviv. A l'initiative des émeutes (voitures de police brûlées), les Panthères noires (regroupant des jeunes juifs originaires des pays arabes). Les affrontements ont rassemblé principalement le sous-prolétariat, les lumpens, les chômeurs, habitant les ghettos, non intégrés à l'appareil politique, à l'idéologie mise en avant par le mouvement sioniste, par les juifs ashkenazim.

Ces jeunes sont tellement rejetés hors de la vie sociale qu'ils ont des capacités de révolte fantastiques contre les mesures qui les frappent aujourd'hui. (Mais cette énergie est aussi parfois utilisée pour casser les mobilisations, même limitées des arabes israéliens).

Par-delà ces ripostes, une mobilisation massive et prolongée du prolétariat juif

israélien est condamnée du fait de la structuration du mouvement ouvrier et de l'idéologie sioniste.

L'impression d'être encerclé et continuellement menacé est un facteur de cohésion de la société israélienne, la possibilité de réquisitionner tout travailleur est une menace toujours présente.

La division du prolétariat juif entre ashkenazim aux salaires et au niveau de vie élevé et sépharadim (originaires des pays arabes) très exploités, est prononcée.

Enfin, et c'est le plus important, il n'existe pas d'organisation autonome, syndicale des travailleurs.

La Histadrout organise le prolétariat juif et très partiellement arabe israélien, mais sa fonction essentielle est d'être le premier patron en Israël. C'est la réalisation exacte de l'association capital-travail.

Son comportement par rapport aux revendications ouvrières est simple. Si la lutte doit concerner le prolétariat juif européen (favorisé et intégré au sionisme), on satisfait rapidement les revendications. Sinon, toute mobilisation est dénoncée et cassée (pas de soutien financier, réquisition militaire). L'attitude grognon de la Histadrout face au gouvernement est de pure forme. Elle n'empêche pas les négociations amicales de se dérouler et d'aboutir à une « attitude responsable pour assurer la sécurité du pays ».

Un syndicat de classe, donc clairement anti-sioniste est une nécessité pour engager toute mobilisation prolongée contre les mesures anti-sociales qui découlent de la logique même du sionisme. L'idéologie dominante, la psychose de l'anéantissement exploitée par les dirigeants sionistes rendent cette perspective difficile.

Avec le développement des luttes ouvrières dans les pays arabes, avec la mobilisation du prolétariat sur des revendications semblables à celles des travailleurs israéliens, une prise de conscience aboutissant à la nécessité de construire ce syndicat de classe progressera. Dès aujourd'hui nos camarades de Matzpen Marxiste (IV^e Internationale) posent les jalons pour que cette organisation se crée.

Ainsi, aujourd'hui, la révolte des quartiers pauvres contre la vie chère porte un nouveau coup à l'unité de la société israélienne. Au travers du chantage à la guerre et des provocations (conflit) contre les Etats arabes, le gouvernement se prépare à ressouder autour du projet expansionniste, la société israélienne.

R. BRESTAR

3 MILITANTS DU PST ASSASSINES ! auto-défense armée !

Trois membres du Parti Socialiste des Travailleurs d'Argentine (PST : Partido Socialista de los Trabajadores), organisation sympathisante de la IVème Internationale ont été assassinés pendant le week-end du 1 au 2 novembre par les tueurs fascistes de l'Alliance Anti-Communiste Argentine (AAA : Alianza Anticomunista Argentina). Ces assassinats surviennent juste une semaine après les attaques des locaux du PST dans plusieurs villes. Le 6 novembre, la police fédérale prit le relais des fascistes en occupant les locaux de Buenos Aires et en arrêtant 5 camarades.



La police occupa les locaux le lendemain de la déclaration de l'état de siège par le gouvernement qui l'autorisa à perquisitionner et arrêter sans mandat, à suspendre l'habeas corpus et qui donne pouvoir à la présidente d'ordonner des arrestations à volonté et d'interdire toute réunion politique publique.

LES GANGSTERS DE L'AAA EN ACTION

L'état de siège avait été en vigueur de 1969 jusqu'au 23 mai 1973, deux jours avant qu'Hector Campora ne prenne officiellement ses fonctions de président. C'est maintenant le régime péroniste après 18 mois de gouvernement, qui reconstruit une des mesures exceptionnelles de la dictature militaire haïe.

L'assassinat des camarades du PST faisait partie d'une vague de meurtres commis par l'AAA ces derniers mois avec la tolérance et la complicité du régime. La manière dont ils ont été perpétrés rend cela évident. La nuit du 1er novembre, RUBEN BOUZAS, étudiant de 20 ans, qui était membre du PST depuis un an et demi, fut arrêté à son domicile dans la banlieue de Buenos Aires par un groupe d'hommes se présentant comme des policiers. Le lendemain, son corps était retrouvé. Il avait été tué par des cartouches de fusil de chasse. La même nuit, JUAN CARLOS NIEVAS, militant ouvrier de 26 ans à l'usine Nestlé, fut enlevé à son domicile par un groupe d'hommes armés. Quelques heures plus tard, il était retrouvé mort, victime lui aussi des mêmes cartouches. La nuit du 3 novembre, CESAR ROBLES, 36 ans, membre du Comité Exécutif National du PST, s'arrêta devant un marchand de glaces de Buenos Aires en sortant du congrès national du PST. Là, un groupe armé le kidnappa. Deux heures plus tard, son corps était retrouvé criblé de balles de mitraillettes. ROBLES, qui dirigea la grève des dockers sous la dictature d'Onganía, était le secrétaire du PST pour le Nord du Grand Buenos Aires et l'un des dirigeants les plus importants du parti.

Le PST avait déjà été la cible de la police et des attaques fascistes auparavant. La nuit du 22 octobre, 20 hommes armés faisaient irruption dans la maison d'un militant du PST, dans le quartier Merlo de Buenos Aires. Le camarade n'était pas chez lui, mais 3

de ses frères (tous ouvriers du bâtiment et sans activité politique) ainsi que sa mère s'y trouvaient. Les trois frères furent passés à tabac au point que les membres de leur propre famille ne purent les reconnaître ensuite. Le même jour, 30 hommes armés répartis dans deux camionnettes qui suivaient le cortège du gouverneur de Chivilcoy (province de Buenos Aires) dans un défilé officiel, s'en séparèrent pour attaquer les locaux du PST. Le 23 octobre à 5 heures du matin, les locaux nationaux du PST de Buenos Aires étaient attaqués par une bande fasciste. Des grenades furent jetées et une rafale de mitraillette perça le rideau de fer tiré sur la vitrine de la librairie du parti.

AUTO-DEFENSE ARMEE

La déclaration de l'état de siège par Isabel Peron était prétendument destinée à mettre fin à la violence « de la gauche et de la droite ». Mais sa fonction réelle est bien d'écraser l'aile militante du mouvement ouvrier argentin ; et c'est la seule solution ouverte à la bourgeoisie argentine et à son gouvernement.

Il ne fait aucun doute que les terroristes d'extrême-droite ne subiront guère les conséquences de l'Etat de siège, mais verront au contraire leur liberté d'action élargie sous la protection de la police. L'occupation le 7 novembre des locaux du PST en est une première confirmation. L'attaque de la bourgeoisie n'épargnera aucun secteur militant du mouvement ouvrier argentin. Les travailleurs doivent y répondre de la seule manière efficace : l'organisation de l'auto-défense armée la plus large qui est maintenant un aspect des luttes de la classe ouvrière. Les batailles qui se profilent à l'horizon de l'Argentine seront décidées dans les rues, les banlieues et les entreprises, pas dans les tribunaux ou au parlement.

L'exemple du Chili s'impose comme une preuve. Le mouvement ouvrier dans le monde entier doit organiser la solidarité avec les victimes de la violence fasciste et la lutte des travailleurs argentins pour la révolution socialiste.

Solidarité avec le PST et toutes les victimes de la violence fasciste !

Auto-défense armée contre les gangsters fascistes et le gouvernement qui les soutient !

Cette unité d'action doit se traduire par des accords et des consignes de mobilisation communes, avec des organes d'auto-défense armée pour barrer la route à la terreur réactionnaire. De la contribution concrète de chacun, sans sectarisme aucun, dépend en grande partie l'évolution des rapports de forces en faveur des masses pour développer leur lutte.

Ligue Communiste Révolutionnaire, Fraction Bolchévique, Ligue Socialiste Révolutionnaire, Groupe Ouvrier Révolutionnaire, Ligue Communiste. (Déclaration commune publiée le 12.10.74, extraits)

Communiqué

Pour une riposte unitaire à la terreur réactionnaire

(...) Nous dénonçons l'AAA, organisation montée exclusivement avec les services de sécurité de l'Etat et les forces armées qui ouvrent comme une sorte d'Escadron de la Mort.

(...) Nous dénonçons cette campagne de terreur qui a clairement pour but d'intimider et de terroriser la population laborieuse, les étudiants et tous les secteurs sociaux en lutte.

(...) Nous dénonçons cette mécanique de terreur qui vise en définitive à paralyser ces forces pour leur faire supporter et admettre leur condition d'oppression et d'exploitation.

(...) La bourgeoisie a pris l'initiative et a provoqué une modification des rap-

ports de forces à son profit. D'autant plus que le mouvement ouvrier n'a pas de direction politique révolutionnaire clairement reconnue, qui lui permette une réponse unitaire et efficace, luttant pour une alternative révolutionnaire à la crise actuelle du régime.

(...) Cette phase défensive de la lutte réclame comme jamais des formes d'organisation et des réponses unitaires qui permettent de servir de point d'appui solide.

C'est pourquoi nous appelons : Les tendances armées et révolutionnaires, les militants ouvriers et étudiants à se joindre à la lutte organisée contre cette offensive de la bourgeoisie.

Chaque coup contre le mouvement ouvrier et étudiant, contre les organisations et les secteurs populaires appelle une réponse massive et immédiate.

Je désire prendre contact avec Rouge



NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

PAIEMENT :

A L'ORDRE DE ROUGE

par avion : écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 3 F. et la dernière bande.

Directeur de publication :

Henri Weber

les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

TARIF DES ABONNEMENTS

	la France		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	120	200	150	250
six mois	60	100	75	125
Abonnement pour les collectivités				
	France		étranger	
un an	100		120	
six mois	50		60	

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....